



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement



Compte rendu annuel d'activités 2024



À propos de la BERD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) favorise le développement d'économies durables tirées par le secteur privé en Europe centrale et orientale, en Asie centrale et en Afrique du Nord. La Banque les aide à relever les défis du 21^e siècle et leur accorde son appui pour améliorer la vie et l'environnement des citoyens au sein de la société.

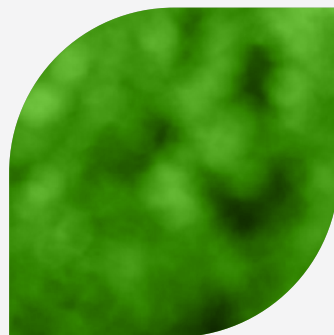
Par ses projets d'investissement, de réforme des politiques et de conseil, elle œuvre à rendre les économies plus compétitives, mieux gouvernées, plus vertes, plus inclusives, plus résilientes et plus intégrées. Ces « qualités de la transition » préparent au mieux ces pays à assurer un avenir prospère et équitable pour tous.

Les objectifs de la Banque sont étroitement alignés sur ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui a pour but de réaliser des progrès économiques, sociaux et environnementaux.

La BERD investit dans des projets que le secteur privé ne peut financer seul, mais qui sont conformes aux principes de saine gestion bancaire. Elle collabore principalement avec des clients privés, même si elle finance également des entités du secteur public proposant des infrastructures, des biens et des services essentiels.

Elle conclut des partenariats avec des donateurs qui financent des projets de conseil et d'assistance technique indispensables au succès de ses investissements¹.

La BERD est détenue par 75 gouvernements actionnaires, l'Union européenne (UE) et la Banque européenne d'investissement. Elle opère depuis son siège à Londres, avec un réseau de bureaux locaux et d'antennes répartis dans ses régions.



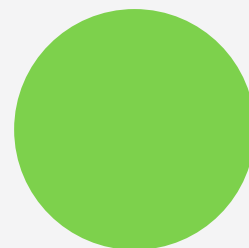
¹ Des informations complémentaires sur la contribution fondamentale des donateurs aux activités de la BERD peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.ebrd.com/home/work-with-us/donor-partnerships.html>.

| Sommaire

Message de la Présidente	2
Un impact d'un niveau sans précédent	3
La BERD en chiffres	4
Résultats opérationnels 2020-2024	5
Résultats financiers 2020-2024	5
Où investissons-nous ?	6
Volume annuel des investissements bancaires de la BERD par économie et par région en 2024	6
Des financements privés mobilisés au service des besoins de développement	10
La gouvernance économique : une nécessité permanente dans un monde de plus en plus incertain	11
Renforcement du soutien de la BERD à l'économie de guerre de l'Ukraine	12
Soutien aux économies de la partie orientale du bassin méditerranéen en ces temps difficiles	16
De nouveaux pays deviennent actionnaires de la BERD, à l'heure où cette dernière se prépare à étendre ses activités à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak	18
De nouvelles initiatives de transformation pour permettre à la Banque de relever les défis	19
Réalisation de nos priorités stratégiques	20
Des investissements et une mobilisation de fonds privés record dans le cadre du programme vert	20
Recherche d'une plus grande inclusivité, égalité et résilience de la main-d'œuvre dans les projets de la BERD	30
Promotion du numérique, facteur clé de la transition	36
Abréviations	41

Message de la Présidente

La BERD a de nouveau fourni en 2024 un soutien exceptionnel aux individus et aux économies qui bénéficient de ses services. Elle a battu des records, affichant une augmentation de 26 % de ses investissements annuels et du nombre de ses projets et atteignant un niveau de décaissement et de mobilisation totale de fonds sans précédent.



Qui plus est, la qualité intrinsèque de l'impact de la BERD s'est avérée vraiment remarquable.

Grâce à l'action conjuguée de soutien aux politiques publiques et de financement qui lui est propre, la Banque a cette année encore contribué à une transformation vertueuse des économies, que ce soit en encourageant les stratégies énergétiques nationales en faveur d'une électricité propre et fiable ou en apportant un soutien tangible au développement du capital humain.

En 2024, 58 % des investissements de la BERD s'inscrivaient dans le cadre du programme vert. Un peu moins de la moitié des projets comportait un volet relatif à l'intégration de la dimension de genre.

L'Ukraine au cœur de nos préoccupations

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine s'est poursuivie en 2024 et la réponse à cette crise est restée pour nous une priorité fondamentale. La BERD a de nouveau accru ses financements afin de permettre aux Ukrainiens et aux Ukrainiennes de vivre dans de meilleures conditions et de renforcer la résilience de l'économie du pays.

Nous avons investi dans la sécurité énergétique, en réparant des infrastructures endommagées, en fournissant un financement d'urgence destiné à assurer la continuité des services municipaux essentiels et en permettant à des personnes touchées par la guerre de reprendre leurs activités professionnelles. La Banque a consacré plus de 6,2 milliards d'euros à l'Ukraine depuis 2022.

L'augmentation de 4 milliards d'euros de notre capital nous permettra de maintenir dans les années à venir le niveau élevé de nos activités de financement en faveur de l'Ukraine et d'apporter une aide renforcée lorsque la guerre prendra fin et que débutera la reconstruction.

Sur fond de conflit au Moyen-Orient, nous avons également augmenté nos financements en faveur de la Cisjordanie et développé notre assistance aux petites entreprises du Liban. Nous avons continué de nous mobiliser pour répondre aux problèmes auxquels étaient confrontées les personnes et les entreprises touchées par les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé la Türkiye et le Maroc en 2023.

La BERD n'aurait pas pu mener une action d'une telle ampleur en 2024 sans le soutien de ses donateurs, auprès desquels elle a mobilisé 1,6 milliard d'euros de financement. Je tiens à remercier tous nos généreux donateurs bilatéraux et multilatéraux, et en particulier l'Union européenne, qui a fourni plus des deux tiers de ces subventions.

Vers de nouveaux horizons

Alors que les incertitudes géopolitiques et les défis persistants qui se posent en matière de développement alimentent la demande pour nos

services dans nos régions d'opérations, nous nous préparons à un élargissement progressif de notre champ d'action à six nouveaux pays africains – le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal.

Le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigéria sont d'ores et déjà actionnaires de la Banque ; le Ghana, le Kenya et le Sénégal sont en cours d'adhésion. Nous avons hâte de partager avec ces pays les compétences et les connaissances qui sont aujourd'hui les nôtres.

Dans le même temps, nous restons concentrés sur l'Ukraine et les économies qui ont le plus besoin de nous.

Dans l'ensemble de nos régions d'opérations, nous sommes plus que jamais déterminés à soutenir le développement durable, en favorisant le capital humain et l'accélération numérique, tout en appuyant la gouvernance économique et en mobilisant les financements privés nécessaires à la mise en œuvre efficace du mandat de la Banque.

Il est peu probable que les défis auxquels le monde est actuellement confronté s'amenuisent dans un avenir proche.

Nous devons par conséquent rester fidèles aux valeurs du multilatéralisme, en apportant des solutions efficaces aux problèmes collectifs. Je suis convaincue que la BERD dispose des moyens, de la volonté et des capacités nécessaires pour accomplir les tâches qui l'attendent.

La Banque a considérablement modifié ses méthodes de travail, en déployant un programme de transformation destiné à simplifier, à rationaliser et à accélérer ses opérations, libérant ainsi des capacités et permettant à ses équipes d'être encore plus performantes.

Mais nous ne travaillons pas seuls, ce qui est essentiel. Nous continuerons de coopérer avec les autres grandes banques multilatérales de développement, en mettant nos forces en commun pour amplifier notre impact collectif dans de nombreux domaines.

J'aimerais, pour conclure, remercier le gouvernement arménien et nos autres partenaires de nous avoir aidés à organiser à Erevan une Assemblée annuelle qui a été une véritable réussite.

Je remercie nos gouverneurs pour la confiance enthousiaste qu'ils mettent en notre avenir.

Et je suis profondément reconnaissante à notre personnel, qui œuvre sans relâche à la réalisation des objectifs de la Banque, à Londres comme dans l'ensemble de nos régions d'opérations.

Ensemble, nous pouvons vraiment changer la vie des gens.

Odile Renaud-Basso
Présidente de la BERD
Février 2025

Un impact d'un niveau sans précédent



Un volume annuel d'investissements bancaires jamais atteint auparavant

La BERD a suscité en 2024 des changements positifs plus importants que jamais dans les économies et la vie des gens qui bénéficient de ses services, son niveau global d'investissement atteignant des sommets.

Alliant financements et soutien aux politiques publiques dans le cadre d'une démarche qui lui est propre, la Banque a produit un impact concret, investissant des sommes record dans des secteurs clés tels que la transition verte ou l'égalité des genres.

L'augmentation de 4 milliards d'euros de son capital lui a permis de maintenir ses investissements à un haut niveau dans une Ukraine déchirée par la guerre, où le soutien aux moyens de subsistance des habitants et à la résilience économique restait une priorité absolue. Elle a pu faire de même dans d'autres économies affectées par des conflits ou des catastrophes naturelles.

Les financements dans toutes les économies bénéficiaires de la Banque ont atteint un niveau inédit en 2024, puisqu'ils ont concerné 584 projets d'une valeur totale de 16,6 milliards d'euros, soit une hausse de plus de 25 % par rapport à 2023 (13,1 milliards).

La mobilisation totale, c'est-à-dire le montant global des investissements débloqués en 2024 par la BERD, toutes sources confondues, s'est établie à 26,8 milliards d'euros, contre 26,2 milliards l'année précédente.

Le soutien des donateurs est resté déterminant pour la capacité de la Banque à agir sur le terrain. En 2024, le financement des donateurs, y compris les garanties non financées, a dépassé 1,6 milliard d'euros, dont 913 millions destinés à l'Ukraine.

L'UE a apporté à elle seule 68 % des ressources provenant des donateurs en 2024. La France, la Corée du Sud, la Norvège et les Fonds d'investissement climatique ont également apporté des contributions considérables.

Une part de financement vert plus élevée que jamais

Les investissements de la BERD dans l'économie verte ont bondi à 9,7 milliards d'euros en 2024, contre 6,5 milliards un an plus tôt. Cela représente 58 % du total des financements, un chiffre qui dépasse largement l'objectif que s'était donné la Banque de consacrer au moins 50 % de ses investissements annuels à la transition vers une économie verte (TEV).

L'égalité des chances et l'égalité des genres sont restées au cœur des préoccupations en 2024. La BERD a également poursuivi ses investissements dans l'accélération numérique, sa troisième priorité stratégique après la transition verte et l'inclusivité.

Alors que la Russie poursuivait sans répit sa guerre à grande échelle, la BERD a consacré 2,4 milliards d'euros à l'Ukraine, permettant à ce pays de renforcer sa résilience économique et de rétablir les moyens de subsistance des personnes et des communautés affectées.

L'accent a été mis en particulier sur les services les plus essentiels, dont l'énergie, ainsi que sur la réinsertion dans le monde du travail des conscrits et des personnes touchées par le conflit.

La Banque a également maintenu le soutien qu'elle apportait aux habitants et aux entreprises de Türkiye et du Maroc, tous deux durement frappés par de graves séismes en 2023.

En Cisjordanie et à Gaza, les financements ont augmenté après le déclenchement du conflit avec Israël. Parallèlement, alors que les conditions d'investissement restaient très compliquées au Liban, la BERD a continué de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) de ce pays, lui aussi en proie à un conflit majeur.

Le nombre d'investissements en faveur d'une transition inclusive a augmenté de 17,7 %. Ces investissements concernaient 166 projets, qui s'inscrivaient essentiellement dans le cadre d'initiatives destinées à maintenir les moyens de subsistance de la population ukrainienne.

Les investissements tenant compte de la dimension de genre (Gender SMART) ont augmenté dans le même temps de 33 %, pour atteindre le nombre de 272. La part annuelle des projets Gender SMART est désormais de 47 %, bien au-dessus de l'objectif de 35 % qui avait été fixé pour 2024. L'égalité des genres est largement intégrée dans l'ensemble des secteurs de la Banque.

En 2024, troisième année de mise en œuvre de l'approche numérique de la BERD, celle-ci a signé 63 investissements comportant une composante numérique (contre 47 en 2023).

Elle a par ailleurs continué d'avancer dans son projet consistant à étendre ses activités à l'Afrique subsaharienne en 2025. Fin 2024, les demandes d'adhésion des six pays africains souhaitant actuellement obtenir le statut de pays bénéficiaire avaient été approuvées. Ces pays sont le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal.

Parallèlement, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de son ambitieux programme de transformation interne, lançant un certain nombre d'initiatives nouvelles destinées à simplifier les méthodes de travail, à dégager des capacités supplémentaires et à soutenir les investissements dans de nouvelles technologies.

La BERD en chiffres

Nombre de projets
en 2024 :

584

Volume annuel des investissements
bancaires (VAIB) :

16,6 milliards d'euros

Part du secteur privé dans le VAIB :

76 %

Volume du secteur privé dans le VAIB :

12,5 milliards d'euros

Portefeuille d'opérations, y compris les
engagements non décaissés² :

62 milliards d'euros

Décaissements annuels bruts :

10,6 milliards d'euros

Opérations achevées au titre du Programme d'aide
aux échanges commerciaux (PAEC) :

1 814

pour un montant total de 4,7 milliards d'euros

Financement accordé aux institutions financières
partenaires pour soutenir l'octroi de crédits aux
micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) :

1,32 milliards d'euros

Nombre de projets de conseil initiés
en 2024 dans le cadre de l'Initiative pour
les petites entreprises :

1 567

Financement accordé aux institutions financières
partenaires pour soutenir l'octroi de crédits aux
entreprises dirigées par des femmes :

148 millions d'euros



Impact potentiel sur la transition des
nouveaux projets signés en 2024 :
Voir le **Rapport d'impact 2024**
de la Banque.

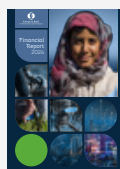
² Ce chiffre inclut l'encours des opérations de portefeuille dans les pays où la Banque ne réalise pas de nouveaux investissements (Bélarus, Chypre et Russie).

Résultats opérationnels 2020-2024

	2024	2023	2022	2021	2020
Nombre de projets ³	584	464	431	413	411
Volume annuel des investissements bancaires ⁴ (en millions d'euros)	16 583	13 129	13 071	10 446	10 995
Volume annuel des investissements mobilisés ⁵ (en millions d'euros)	4 820	2 819	1 746	1 750	1 240
<i>dont mobilisation directe du secteur privé</i>	2 791	1 499	803	908	411
Mobilisation indirecte du secteur privé ⁶ (en millions d'euros)	21 986	23 400	12 957	16 613	9 324
Mobilisation totale ⁷ (en millions d'euros)	26 806	26 220	14 703	18 363	10 564

Résultats financiers 2020-2024

En millions d'euros	2024	2023	2022	2021	2020
Bénéfice net/(perte nette)	1 744	2 098	(1 117)	2 502	290
Transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	(20)	(23)	(123)	(80)	(115)
Bénéfice net/(perte nette) après transferts du revenu net approuvés par le Conseil des gouverneurs	1 724	2 075	(1 240)	2 422	175
Capital libéré	7 438	6 218	6 217	6 217	6 217
Réserves et bénéfices non distribués	17 878	16 050	13 119	14 128	11 674
Total des capitaux propres	25 316	22 268	19 336	20 345	17 891



Pour plus de précisions sur
les résultats financiers
de la BERD, se reporter au
Rapport financier 2024.

³ Le nombre de projets pour lesquels la BERD a pris des engagements durant l'exercice.

⁴ Volume des engagements pris par la Banque durant l'exercice. Il comporte : i) les nouveaux engagements (déduction faite de tout montant au titre des annulations ou des syndications durant le même exercice) ; ii) les engagements restructurés ; et iii) les montants engagés dans le cadre du PAEC pendant le même exercice et encore en cours en fin d'exercice.

⁵ Le volume annuel des investissements mobilisés (VAIM) représente le volume des engagements pris auprès du client par des entités autres que la Banque résultant explicitement de l'action directe de cette dernière.

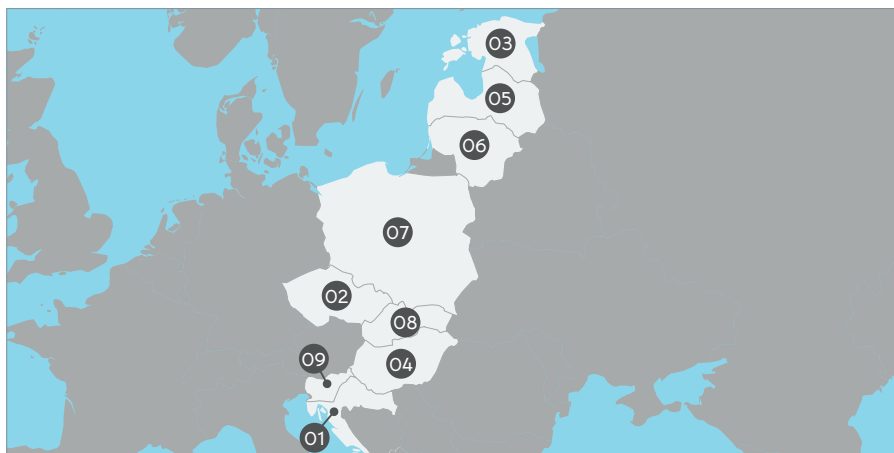
⁶ Les banques multilatérales de développement (BMD) définissent la mobilisation indirecte du secteur privé comme le financement accordé par des entités privées dans le cadre d'une activité spécifique bénéficiant d'un financement de la part d'une BMD et dans laquelle aucune BMD ne joue un rôle actif ou direct conduisant à l'engagement de financement de la part des entités privées. Ce montant inclut de nombreux cas où la BERD a joué un rôle déterminant dans la transaction sous-jacente, mais où la structure du projet ne permettait pas de qualifier le montant mobilisé de mobilisation directe.

⁷ La mobilisation totale est définie comme la somme du VAIM et de la mobilisation indirecte du secteur privé au cours d'une année donnée.

Où investissons-nous ?

Volume annuel des investissements bancaires de la BERD par économie et par région en 2024⁸

Europe centrale et États baltes (en millions d'euros)



Part du secteur privé dans le portefeuille en Europe centrale et dans les États baltes : **91 %**

Ventilation sectorielle du VAIB en Europe centrale et dans les États baltes :

Secteur des entreprises : **54 %**

Institutions financières : **29 %**

Infrastructures durables : **17 %**

VAIM en Europe centrale et dans les États baltes : **688** millions d'euros
(2023 : 464 millions d'euros)

Réf. carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Croatie	277	306	297	176	151	4 977	1 253
02	Tchéquie	228	223	111	8	0	1 837	651
03	Estonie	244	38	74	56	126	1 178	446
04	Hongrie	137	70	215	63	84	3 702	675
05	Lettonie	63	135	76	113	21	1 191	464
06	Lituanie	233	150	208	125	116	1 779	831
07	Pologne	1 436	1 301	990	598	789	15 368	5 301
08	République slovaque	101	133	114	86	59	3 095	648
09	Slovaquie	77	78	265	40	65	1 640	472
	Total	2 797	2 435	2 350	1 266	1 412	34 767	10 741

Europe du Sud-Est (en millions d'euros)



Part du secteur privé dans le portefeuille en Europe du Sud-Est : **53 %**

Ventilation sectorielle du VAIB en Europe du Sud-Est :

Secteur des entreprises : **16 %**

Institutions financières : **31 %**

Infrastructures durables : **53 %**

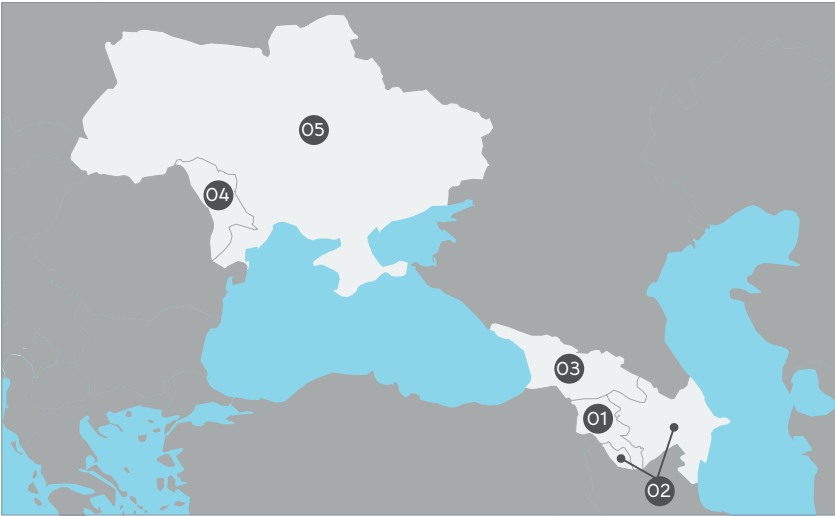
VAIM en Europe du Sud-Est : **960** millions d'euros
(2023 : 484 millions d'euros)

Réf. carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Albanie	203	146	154	201	194	2 217	1 117
02	Bosnie-Herzégovine	213	218	120	140	187	3 362	1 372
03	Bulgarie	272	117	103	247	103	4 784	972
04	Kosovo	113	81	91	50	36	773	410
05	Monténégro	104	80	23	22	160	908	401
06	Macédoine du Nord	151	259	252	134	61	2 931	1 242
07	Roumanie	707	658	709	546	340	11 642	2 986
08	Serbie	807	846	648	499	679	9 806	3 133
	Total	2 571	2 405	2 099	1 839	1 760	36 424	11 633

⁸ Les tableaux de la section « Où investissons-nous ? » n'incluent pas les opérations de portefeuille restantes au Bélarus (voir toutefois la note 9), à Chypre ou en Russie. Depuis 2014, la Banque n'a réalisé aucun nouvel investissement en Russie. En réponse à l'invasion de l'Ukraine, le Conseil des gouverneurs de la BERD a suspendu en avril 2022 l'accès du Bélarus et de la Russie aux ressources de la Banque. La Banque a fermé ses bureaux à Minsk et à Moscou. Le Bélarus et la Russie en restent actionnaires. Le mandat de la Banque à Chypre a expiré en décembre 2020.

Consulter le site www.ebrd.com pour plus de précisions sur nos projets et les populations qui en bénéficient.

Europe orientale et Caucase⁹ (en millions d'euros)



Part du secteur privé dans le portefeuille en Europe orientale et dans le Caucase :	44 %
Ventilation sectorielle du VAIB en Europe orientale et dans le Caucase :	
Secteur des entreprises :	12 %
Institutions financières :	35 %
Infrastructures durables :	53 %
VAIM en Europe orientale et dans le Caucase : (2023 : 649 millions d'euros)	1 110 millions d'euros

Réf. carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Arménie	396	71	117	175	158	2 557	615
02	Azerbaïdjan	199	156	86	34	17	4 040	1 052
03	Géorgie	657	202	218	295	618	5 925	1 534
04	Moldova	280	287	525	106	117	2 604	1 188
05	Ukraine	1 908	1 419	1 460	1 065	812	22 147	6 127
	Total ⁹	3 440	2 135	2 405	1 693	1 933	40 168	10 758

Asie centrale (en millions d'euros)



Part du secteur privé dans le portefeuille en Asie centrale :	51 %
Ventilation sectorielle du VAIB en Asie centrale :	
Secteur des entreprises :	15 %
Institutions financières :	24 %
Infrastructures durables :	61 %
VAIM en Asie centrale : (2023 : 487 millions d'euros)	784 millions d'euros

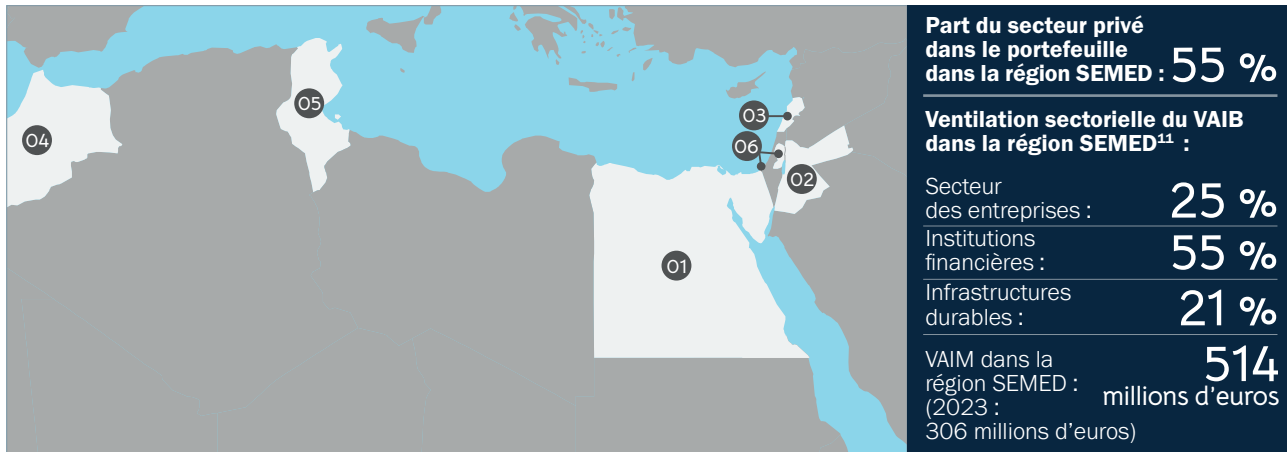
Réf. carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Kazakhstan	913	254	480	558	403	10 914	2 998
02	République kirghize	52	100	41	31	22	1 048	255
03	Mongolie	264	143	108	37	144	2 655	1 115
04	Tadjikistan	88	21	21	56	131	1 044	529
05	Turkménistan	4	0	2	8	20	352	13
06	Ouzbékistan	938	702	839	607	429	5 494	3 124
	Total	2 259	1 220	1 490	1 298	1 150	21 507	8 034

⁹ Les totaux concernant l'Europe orientale et le Caucase indiqués dans les colonnes « 2020 », « 2021 », « Total cumulé jusqu'à fin 2024 », « Portefeuille actif » ainsi que la « Part du secteur privé dans le portefeuille en Europe orientale et dans le Caucase » prennent en compte les montants investis au Bélarus avant avril 2022, date à laquelle le Conseil des gouverneurs de la BERD a suspendu l'accès du pays aux ressources de la Banque en réponse à l'invasion de l'Ukraine. La BERD a fermé ses bureaux à Minsk. Le Bélarus reste actionnaire de la Banque.

Où investissons-nous ?

Volume annuel des investissements bancaires de la BERD par économie et par région en 2024

Partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED) (en millions d'euros)¹⁰



Réf.carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Égypte	1 463	1 261	1 343	1 005	1 046	13 836	5 320
02	Jordanie	169	62	141	168	73	2 283	1 092
03	Liban	8	8	5	6	28	920	100
04	Maroc	530	391	528	211	742	5 262	2 121
05	Tunisie	247	213	387	120	242	2 610	1 168
	Total	2 417	1 935	2 404	1 510	2 131	24 911	9 801

Grèce (en millions d'euros)



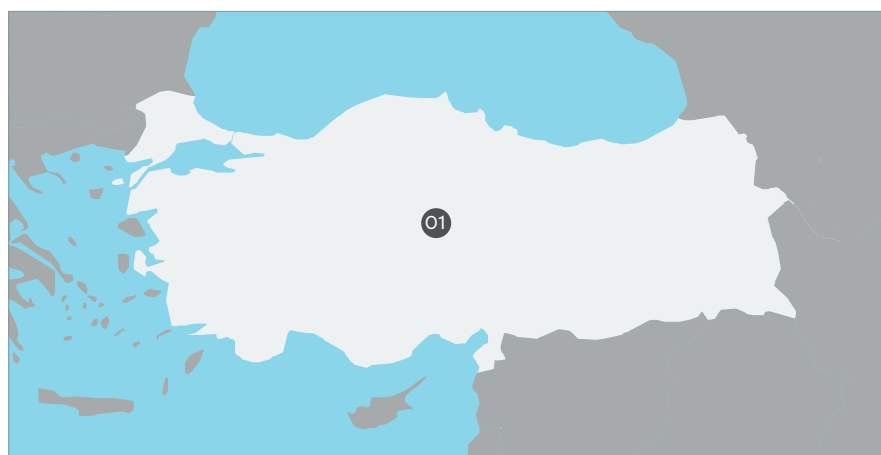
Réf.carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Grèce	466	519	687	838	797	8 297	2 202

¹⁰ Ce tableau ne prend pas en compte les activités menées en Cisjordanie et à Gaza (référence 06 sur la carte), qui ont commencé en 2018 et sont financées par des fonds fiduciaires. En 2024, ces investissements représentaient au total 72,4 millions d'euros.

¹¹ En raison des arrondis, la somme des chiffres n'est pas égale à 100 %.



Türkiye (en millions d'euros)



**Part du secteur privé
dans le portefeuille
en Türkiye :** **86 %**

**Ventilation sectorielle du VAIB
en Türkiye :**

Secteur
des entreprises : **21 %**

Institutions
financières : **50 %**

Infrastructures
durables : **29 %**

VAIM
en Türkiye : **616**
(2023 : millions d'euros
205 millions d'euros)

Réf. carte	Économie	2024	2023	2022	2021	2020	Total cumulé jusqu'à fin 2024	Portefeuille actif
01	Türkiye	2 634	2 480	1 634	2 002	1 675	22 380	8 038

Des financements privés mobilisés au service des besoins de développement

La BERD joue de toute évidence un rôle crucial dans la mobilisation des financements du secteur privé face aux défis croissants du développement mondial.

Ses propres investissements ont atteint cette année un niveau record, puisqu'elle a financé 584 projets, pour une valeur totale inédite de 16,6 milliards d'euros.

Une nouvelle méthodologie mise au point par la Banque permet toutefois d'avoir désormais un aperçu global du montant total des financements qu'elle recueille auprès de diverses sources pour satisfaire les besoins les plus urgents en matière de développement.

Cette mesure de la mobilisation totale prend en compte les financements mobilisés auprès des secteurs privé et public, directement et indirectement.

En 2024, ce montant s'est élevé à 26,8 milliards d'euros, contre un peu plus de 26 milliards en 2023. La mobilisation directe a représenté 4,8 milliards d'euros, contre 2,8 milliards l'année précédente.

La mobilisation totale en faveur du secteur de l'économie verte s'est élevée à 19,1 milliards d'euros. Il est important de prendre en compte la mobilisation indirecte, car celle-ci reflète le travail sur les politiques publiques à mener réalisé par la BERD dans ses régions d'opérations, qui contribue à libérer les investissements privés.

Cette nouvelle approche permet en outre d'appréhender d'autres activités, comme les efforts déployés par la Banque pour obtenir des prêts parallèles et encourager d'autres institutions à participer à ses investissements sur les marchés des capitaux.

Les initiatives mises en œuvre par la BERD pour accroître la mobilisation de financements du secteur privé s'inscrivent dans le cadre de la réponse collective des banques multilatérales de développement (BMD) face aux besoins à l'échelle mondiale en matière de développement.

La Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue en 2015 à Addis-Abeba a mis en évidence le fossé béant entre le montant des financements publics disponibles et les sommes colossales nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

L'aggravation de la crise climatique et d'autres crises que connaît la planète ne fait que rendre plus urgente la nécessité de combler ce fossé.

Dix BMD se sont engagées en 2024 à approfondir leur collaboration, notamment en favorisant la mobilisation des financements du secteur privé.



La gouvernance économique : une nécessité permanente dans un monde de plus en plus incertain

Dans un contexte économique et géopolitique en pleine mutation, l'importance d'une gouvernance économique solide et efficace, soutenue par des institutions fortes, est plus que jamais d'actualité dans les pays où la BERD investit.

La Banque estime qu'une gouvernance économique saine est essentielle à la mise en place et au maintien de règles, de politiques et d'institutions susceptibles d'influer de manière positive sur le cours des activités nationales.

Une bonne gouvernance crée les conditions nécessaires à la réalisation de larges objectifs sociétaux, tandis qu'une gouvernance faible constitue une entrave majeure au développement économique.

Malgré les progrès indéniables accomplis au fil des ans, le déficit en matière de gouvernance reste considérable dans les régions d'opérations de la BERD et celle-ci est confrontée pour le combler à un double défi :

- Des facteurs structurels endémiques empêchent la création et le fonctionnement des marchés, tandis que de nouvelles menaces sont apparues dans un contexte économique et géopolitique en pleine mutation.
- L'aggravation des tensions politiques, les préoccupations relatives à la sécurité économique et l'accent de nouveau mis sur la politique industrielle accroissent les risques de politiques économiques mal avisées, d'emprise réglementaire et de prolifération des mesures protectionnistes.



Le soutien de la BERD à la gouvernance économique recouvre désormais tout un ensemble d'activités fondées sur son influence en tant qu'investisseur institutionnel majeur dans ses régions d'opérations.

Face à l'intensification des risques, la BERD reste déterminée à se donner les moyens de lutter contre les écarts persistants, voire croissants, qui existent en termes de gouvernance et de transition dans les économies où elle opère.

Renforcement du soutien de la BERD à l'économie de guerre de l'Ukraine

Confortée par une augmentation de 4 milliards d'euros de son capital, la BERD a de nouveau investi résolument en Ukraine en 2024, maintenant son soutien à l'économie et à la population de ce pays face à une agression russe qui s'est poursuivie sans répit.

Le montant des financements de la Banque a atteint 2,4 milliards d'euros sur l'année, portant à près de 6,2 milliards d'euros l'investissement total réalisé en Ukraine depuis l'invasion à grande échelle lancée par la Russie en 2022.

L'augmentation de capital, avec effet au 31 décembre 2024, permet à la BERD de renforcer ses financements et lui donnera la possibilité de porter à quelque 3 milliards d'euros par an ses investissements en faveur de la reconstruction et du redressement de l'Ukraine après la fin de la guerre.

En 2024, les investissements de la BERD ont continué de concerner en priorité le renforcement de la résilience économique de l'Ukraine et le rétablissement des moyens de subsistance des personnes et des communautés touchées par la guerre.

Ses financements ont été consacrés à cinq secteurs prioritaires : la sécurité énergétique, les infrastructures essentielles, la sécurité alimentaire, la résilience du secteur privé et l'aide aux échanges commerciaux.

Face aux attaques soutenues des forces russes contre les infrastructures énergétiques du pays, la sécurité énergétique est restée une préoccupation majeure. La Banque a renforcé sa réponse dans ce domaine, en adoptant un nouveau programme destiné à compléter les financements directs déjà accordés à certains clients majeurs.

Elle a mis en place le Mécanisme de soutien à la sécurité énergétique, doté de 700 millions d'euros, afin d'apporter un appui via le système bancaire aux entreprises, aux municipalités et aux ménages souhaitant investir dans la production, le stockage et l'efficacité énergétiques.

Elle a également fourni un financement de 200 millions d'euros à l'exploitant de centrales hydroélectriques Ukrhydroenergo, dont les installations vieillissantes à Dnipro avaient été endommagées par des frappes de missiles.

La Banque a pris des mesures pour renforcer la distribution énergétique et la résilience du secteur de l'électricité face à l'intensité des attaques, en mettant en place des programmes destinés à maintenir et à développer le capital humain et les compétences vertes.

Les infrastructures municipales ont également été prises pour cible par l'agresseur russe. La BERD a veillé à ce que les grands centres urbains bénéficient de financements pour pouvoir assurer les services essentiels, en particulier à l'approche de l'hiver.

Des villes comme Kiev, Kharkiv ou Kryvyi Rih ont reçu des fonds d'urgence destinés à permettre aux fournisseurs de services publics et aux exploitants de transports publics de disposer des liquidités nécessaires pour préserver les services publics essentiels.





Parmi les investissements dans le secteur privé figure le prêt de 435 millions de dollars EU (420 millions d'euros) accordé conjointement par la BERD et la Société financière internationale (SFI) et destiné à renforcer la résilience des réseaux de télécommunications ukrainiens et à étendre la connectivité numérique.

La Banque a contribué à ce que les biens et les services essentiels continuent de parvenir à l'Ukraine, une mission cruciale à laquelle elle a consacré 472 millions d'euros sur l'année par l'intermédiaire du PAEC.

La priorité de la BERD étant de rétablir les moyens de subsistance des personnes touchées par la guerre, les accords d'investissement signés en 2024 comportaient dans leur immense majorité des engagements mesurables en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation.

Ces accords ont également permis aux PME touchées par la guerre de disposer de davantage de solutions de financement et aux habitants, notamment aux déplacés internes, de bénéficier plus facilement des services essentiels.

Le marché du travail ukrainien reste fortement marqué par les déplacements forcés et la conscription, la pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée, les blessures, les traumatismes et les handicaps dont souffrent les travailleurs clés, ainsi que les dommages causés aux structures indispensables à la vie économique et sociale (locaux professionnels, établissements d'enseignement, etc.).

La BERD a maintenu en 2024 son soutien au gouvernement ukrainien dans son programme de réformes clés du service public de l'emploi et des institutions destinées à assurer l'adéquation des compétences. Elle a mis en place dans le secteur financier, en collaboration avec la Banque nationale d'Ukraine, un programme de réinsertion des anciens combattants et a participé à l'élaboration de la nouvelle Charte de résilience du capital humain, aux côtés du ministère de l'Économie et de divers experts.

Le montant des investissements de la BERD en Ukraine depuis l'invasion de 2022 n'aurait pas pu atteindre un tel niveau sans le soutien déterminé des donateurs, qui ont apporté en trois ans plus de 2,6 milliards d'euros sous forme de garanties et de subventions, dont près de 1 milliard pour la seule année 2024.

La BERD a par ailleurs continué de travailler en étroite collaboration avec les autorités ukrainiennes sur leur programme de réformes, notamment sur le processus d'adhésion du pays à l'UE.

Le dialogue sur les politiques à mener a porté sur des domaines tels que la gouvernance d'entreprise, la lutte contre la corruption, le renforcement des capacités, les infrastructures et le soutien énergétique d'urgence, en mettant l'accent sur la reconstitution et la résilience du capital humain.



Études de cas



De nouvelles capacités de production d'électricité pour lutter contre la pénurie d'énergie en Ukraine

La BERD contribue à remédier au déficit énergétique engendré par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, en accordant aux chemins de fer ukrainiens (UZ) un prêt de 180 millions d'euros qui financera l'approvisionnement et l'installation, sur certains sites d'UZ dans tout le pays, de petites centrales à gaz, pour une capacité maximale de 270 MW. Ce projet est destiné à garantir l'approvisionnement énergétique continu de la population et des entreprises.

ODD : 1, 5, 9, 10

Développement de la production de prothèses en temps de guerre

La prise de participation de la Banque dans la société Esper Bionics, qui fabrique des prothèses bioniques et dispose de centres de recherche et développement et de production en Ukraine, participera à l'essor du secteur ukrainien des hautes technologies, facilitera l'accès à des prothèses bioniques à un prix abordable et améliorera la qualité de vie de nombreux anciens combattants et autres personnes amputées, en concourant à leur réinsertion dans le monde du travail.

ODD : 4, 5, 8, 9, 10





Renforcement de la sécurité énergétique de l'Ukraine grâce à de nouvelles capacités en énergies renouvelables

Soucieuse de renforcer la résilience énergétique de l'Ukraine, la BERD a investi 59 millions d'euros par une prise de participation dans une coentreprise d'énergies renouvelables créée en collaboration avec le groupe GOLDBECK SOLAR et dont l'objectif est de mettre en place en Ukraine des projets solaires photovoltaïques d'une capacité maximale de 500 MWp au cours des trois à cinq prochaines années. Pour la première fois depuis l'invasion russe, un investisseur étranger a conclu un accord privé dans le secteur de l'énergie pour augmenter la capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables en Ukraine.

ODD : 4, 7, 8, 9, 10, 13

Soutien au système bancaire pour une meilleure sécurité énergétique

La Banque a lancé le Mécanisme de soutien à la sécurité énergétique, un programme de 700 millions d'euros destiné, dans une Ukraine en guerre, à soutenir via le système bancaire les investissements dans la production, le stockage et l'efficacité énergétiques. La BERD propose aux banques des mécanismes de partage des risques en soutien aux prêts accordés aux entreprises, aux municipalités et aux ménages. Ukrgasbank et PrivatBank ont été les deux premières banques à adhérer à ce programme, respectivement pour des montants de 150 et de 175 millions d'euros.

ODD : 5, 7, 8, 9, 10, 13, 17

Soutien de la Banque à Farmak : de nouvelles opportunités pour les Ukrainiens touchés par la guerre

Le groupe pharmaceutique ukrainien Farmak a bénéficié d'un financement de la part de la BERD lui permettant de mener à bien l'acquisition d'une entreprise en Pologne et la modernisation de ses systèmes informatiques. Ce projet d'un montant de 22 millions d'euros aidera en outre les salariés ukrainiens de Farmak à subvenir à leurs besoins, grâce notamment à un programme de réinsertion des anciens combattants et à un meilleur accès à la formation pour les femmes occupant des postes difficiles à pourvoir et traditionnellement dominés par les hommes.

ODD : 3, 4, 5, 8, 9, 10, 17

Renforcement de la résilience du système électrique ukrainien

Un prêt de 80 millions d'euros a été accordé à l'entreprise publique pétrolière et gazière ukrainienne Ukrnafta pour financer la construction sur le territoire ukrainien d'unités de production d'électricité décentralisées et alimentées au gaz, afin de renforcer la résilience du système électrique national et d'assurer un approvisionnement énergétique constant des particuliers et des entreprises. Bénéficiant de subventions des Pays-Bas et des États-Unis, ce projet permettra d'assurer l'accès des ménages à l'électricité, et donc à des conditions de vie et de subsistance décentes, dans le contexte de l'agression russe.

ODD : 1, 5, 7, 9, 10



Soutien aux économies de la partie orientale du bassin méditerranéen en ces temps difficiles

Les économies de la partie orientale de la région SEMED de la Banque – à savoir la Cisjordanie et Gaza, le Liban et la Jordanie – ont été confrontées à des enjeux majeurs en 2024, en raison de la guerre à Gaza et de l'escalade du conflit au Liban.

La BERD a réagi au déclenchement, en octobre 2023, de la guerre entre Israël et le Hamas en accélérant ses investissements et en renforçant son engagement à soutenir l'économie palestinienne, en mettant l'accent sur l'amélioration de la résilience du secteur privé en Cisjordanie.

La BERD a réalisé, après octobre 2023, dix nouvelles transactions en Cisjordanie, pour un investissement total de 77 millions d'euros, portant ainsi à 157,4 millions d'euros le montant global de ses financements dans cette économie depuis 2017.

Ces projets sont destinés à permettre au secteur privé de faire face à la période difficile que traverse la région.

Parmi les principaux investissements réalisés par la BERD en Cisjordanie depuis le début des hostilités figure la prise de participation dans la Banque de Palestine, aux côtés de la SFI.

Cette initiative a permis à cette institution financière d'une importance majeure pour le système et qui représente plus de 30 % du marché palestinien de bénéficier d'un apport dont elle avait cruellement besoin.

La Banque a lancé le Programme de financement d'une économie verte (PFEV) en Cisjordanie et à Gaza, contribuant ainsi à la promotion d'une économie à faible émission de carbone et soutenant les chaînes d'approvisionnement en technologies vertes par le biais de prêts accordés par des institutions financières locales.

La Banque a par ailleurs fourni des financements à des institutions financières et de microfinancement locales, afin que celles-ci puissent accorder à leur tour des prêts à des MPME de Cisjordanie pour les

aider à faire face à leurs besoins de liquidités et leur permettre de continuer à fonctionner dans un environnement compliqué.

Alors que le conflit se poursuit, il est particulièrement important d'appuyer les entreprises locales par des financements.

La BERD a octroyé 3 millions de dollars EU supplémentaires à une ligne de financement des échanges commerciaux déjà accordée à Quds Bank, portant ainsi le montant total disponible à 15 millions de dollars EU. Elle a également concédé une ligne de crédit similaire de 5 millions de dollars EU à Arab Islamic Bank.

Elle a par ailleurs signé un accord de prêt d'un montant de 8,2 millions d'euros avec Pharmacare (premier prêt accordé par la BERD à une entreprise de Cisjordanie).

Le Programme de conseil aux petites entreprises et le Programme Star Venture de la BERD ont soutenu les petites entreprises et les jeunes pousses de Cisjordanie en leur proposant des services de conseil, de formation et d'accompagnement. Plus de 150 projets ont d'ores et déjà bénéficié de ces services.

Avant même que n'éclatent la guerre à Gaza et le conflit au Liban, les opérations de la Banque dans ce dernier pays étaient déjà fortement limitées par les crises macroéconomiques et politiques complexes qui avaient débuté en octobre 2019. Par conséquent, la BERD n'a pas été en mesure d'y réaliser de nouveaux investissements depuis 2020.





Toutefois, depuis la recrudescence des hostilités, en septembre 2024, la BERD soutient le secteur privé libanais en apportant une assistance innovante aux PME. Grâce à une généreuse contribution de l'UE, la Banque apporte son assistance à des PME dans le cadre d'initiatives de renforcement des capacités consacrées à la gestion de crise, à la planification d'urgence et à la numérisation.

Elle fournit en outre des services de conseil ciblés pour aider ces entreprises à atteindre leurs principaux objectifs (relocalisation, identification des marchés, stratégies en matière de ressources humaines, etc.).

La BERD s'est impliquée au total dans plus de 400 projets de conseil auprès de plus de 310 PME libanaises, dont 70 en 2024. Toujours en 2024, la Banque a accueilli un troisième groupe de huit jeunes pousses dans le Programme Star Venture, qui compte désormais 20 participants.

La BERD est la seule institution financière internationale à soutenir les échanges commerciaux de produits de première nécessité au Liban, où elle a investi plus de 20 millions d'euros en 2024 au titre du PAEC. Alors que la demande pour ce type de produits est à la hausse, elle a l'intention d'accroître cette assistance grâce à une couverture de risque supplémentaire.

La Banque a également continué de s'engager de manière ciblée en faveur de certaines politiques publiques au Liban, notamment en matière d'énergies renouvelables et de gouvernance des entreprises publiques. Depuis le début de la crise, l'accent est mis sur le

renforcement des capacités institutionnelles dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, les achats d'urgence, ou encore l'évaluation de la remise en état et de la restauration des réseaux électriques et des systèmes environnementaux.

Bien qu'elle se distingue par sa relative stabilité, la Jordanie est elle aussi confrontée à des pressions économiques depuis octobre 2023, avec des conséquences déléatoires pour le tourisme, le commerce, les transports et le bâtiment.

L'impact sur la Jordanie n'est pas près de s'estomper, ce qui pousse la BERD à réfléchir au soutien supplémentaire qu'elle pourrait apporter pour renforcer la résilience économique de ce pays. La Banque poursuit par ailleurs son action en faveur de la circulation des marchandises par l'intermédiaire du PAEC, notamment dans le cadre de transactions commerciales vertes.

La Jordanie reste un pays particulièrement important pour la BERD dans la région. Elle y a doublé en 2024 ses investissements par rapport à 2023, accordant notamment un prêt de 35,5 millions de dollars EU (34,2 millions d'euros) en soutien au projet d'extension de Ayla Marina Village à Aqaba. La Banque investit dans la TEV en accordant un prêt au titre du PFEV à l'institution de microfinancement Tamweelcom et plusieurs prêts destinés au traitement des eaux usées à Irbid-Ouest, ainsi qu'en proposant 84 projets de conseil à des PME jordaniennes.



De nouveaux pays deviennent actionnaires de la BERD, à l'heure où cette dernière se prépare à étendre ses activités à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak



La BERD se prépare à entamer un élargissement limité et progressif de son champ d'action géographique à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak, en accueillant parmi ses membres six pays africains qui souhaitent bénéficier de ses financements et de ses conseils.

L'Irak est actionnaire de la BERD depuis 2023.

Les gouverneurs de la Banque ont donné fin 2024 leur feu vert à l'adhésion du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Kenya, du Nigéria et du Sénégal.

Le Bénin ayant rempli dès avril 2024 les conditions nécessaires à l'accession au statut de membre, il est devenu le 75^e actionnaire de la BERD. La Côte d'Ivoire lui a emboîté le pas, devenant le 76^e actionnaire de la Banque en décembre 2024, suivie du Nigéria qui en est devenu le 77^e en février 2025.

Le Conseil des gouverneurs a adopté lors de l'Assemblée annuelle 2023 de la BERD, qui s'est tenue à Samarcande, une modification de l'Accord portant création de la Banque autorisant l'élargissement limité et progressif des opérations de celle-ci à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak à partir de 2025.

Cette décision des gouverneurs traduit toute l'importance de l'Afrique subsaharienne et de l'Irak au regard des priorités de la communauté internationale en matière de géopolitique et de développement, les liens de plus en plus forts entre ces pays et les économies dans lesquelles la BERD opère actuellement, ainsi que la pertinence du mandat, du modèle opérationnel et des domaines d'expertise de la Banque pour la région.

Après approbation officielle de la majorité qualifiée des actionnaires de la BERD, cette dernière pourra donner suite aux demandes d'accession au statut de pays bénéficiaire du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Nigéria, ainsi qu'à celles des autres pays africains candidats (dès qu'ils seront devenus à leur tour actionnaires) et de l'Irak.

De nouvelles initiatives de transformation pour permettre à la Banque de relever les défis

En 2024, la BERD a poursuivi son ambitieux Programme de transformation, avec la mise en œuvre de nouvelles initiatives destinées à faire en sorte que la Banque soit prête à faire face aux défis qui persistent dans ses régions d'opérations, alors que les priorités stratégiques évoluent.

La Banque a mis en place début 2021 un Plan d'investissement pluriannuel pour pallier le problème du sous-investissement chronique de sa plateforme informatique. Une Directrice principale de la transformation a été nommée et, en 2022, un Bureau de la transformation a été créé.

Destiné à « mettre en ordre, investir et innover », ce Programme de transformation doit permettre à la BERD de rester le partenaire de prédilection de ses clients, des donateurs et, plus généralement, de l'ensemble des parties prenantes, ainsi qu'un employeur exemplaire.

Le Programme de transformation a donné lieu en 2024 à plusieurs interventions destinées à remplacer ou à introduire des technologies essentielles et à réduire les risques informatiques et de cybersécurité.

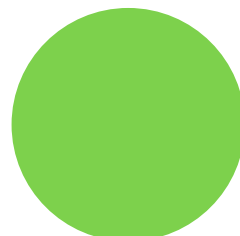
Le lancement de l'« Année des bureaux locaux », opération destinée à fournir aux antennes locales de la BERD des technologies, une sécurité et une connectivité de pointe, est venu conforter ces mesures.

La BERD a en outre procédé en 2024 à d'importants investissements pour transformer ses méthodes de travail. Poursuivant sur sa lancée d'intégration de Microsoft 365, initiée en 2023, la Banque a adopté une fonctionnalité d'intelligence artificielle, effectuant un essai concluant de Microsoft Copilot.

La Banque aspire à rationaliser, simplifier et numériser ses processus opérationnels. Elle a entrepris de nombreux projets de transformation pour y parvenir.

La BERD a amélioré sa plateforme d'échange avec ses clients, avec la volonté de mieux gérer les relations et les interactions avec ces derniers, ainsi que d'optimiser ses processus liés aux projets d'investissement, de l'initiation jusqu'au suivi et au compte rendu, grâce à un investissement dans Project Monarch.

Simultanément, la Banque a lancé en 2024 le Programme Compass, qui est désormais l'initiative d'investissement la plus importante, pour remplacer son système de gestion des ressources d'entreprise et transformer ses processus en matière de ressources humaines, de financement, de gestion des fonds, de trésorerie, de paiement et de passation de marchés.



Parallèlement à ces mesures prises au niveau de l'institution, de nombreux efforts d'amélioration ont été déployés par les différents départements de la Banque, aboutissant à une meilleure expérience de travail pour tous. Parmi ces mesures figure le lancement d'un outil de gestion de projet visant à aider les banquiers de la BERD en consolidant les données relatives aux projets provenant de nombreux systèmes fragmentés en un seul rapport.

Face à la multiplication rapide des changements dans l'ensemble de la Banque, le département des Ressources humaines et le Bureau de la transformation ont mis en place, à l'échelle de l'institution, une initiative commune consacrée au comportement au travail, rappelant que ce qui est spécifique à la BERD et lui permet d'apporter une vraie valeur, ce n'est pas uniquement « ce que nous faisons », mais également « la manière dont nous le faisons ».

Les employés ont été activement impliqués dans l'élaboration du programme par le biais d'une série de séminaires et d'échanges. Cette démarche collaborative a permis de faire en sorte que les comportements encouragés par la Banque trouvent un écho auprès des membres du personnel, à tous les niveaux, et soient en phase avec ses objectifs de transformation.

Réalisation de nos
priorités stratégiques

Des investissements et une mobilisation de fonds privés record dans le cadre du programme vert

Total des investissements
dans la TEV :

9,7 milliards d'euros¹²

Financement de l'atténuation du
changement climatique :

8,8 milliards d'euros

Financement d'autres initiatives
environnementales :

1,1 milliard d'euros

Financement de l'efficacité
énergétique :

4,5 milliards d'euros

Réduction annuelle attendue des émissions de CO₂
due aux investissements de la BERD en 2024 :

10 millions de tonnes

Part des activités au titre du programme TEV
dans le VAIB :

58 %

Financement de l'adaptation au
changement climatique :

1 milliard d'euros

Financement des énergies
renouvelables :

1,9 milliard d'euros

Capacité en énergies renouvelables que
la BERD s'est engagée à financer :

7 862 MW

Total des fonds mobilisés au titre du
programme TEV en 2024 (estimation) :

19,1 milliards d'euros

dont :

- VAIM au titre de la TEV (estimation) : **2,5 milliards d'euros**
- Mobilisation indirecte du secteur privé au titre de la TEV (estimation) : **16,6 milliards d'euros**

¹² Si l'on additionne les montants consacrés aux activités d'atténuation, d'adaptation et autres initiatives environnementales en 2024, on atteint au total plus de 9,7 milliards d'euros, certains projets offrant de multiples avantages.



Financement vert record en 2024

Le soutien apporté par la BERD à la transition verte a atteint un niveau record en 2024, avec 9,7 milliards d'euros de financement pour des investissements verts, soit 58 % du VAIB.

La Banque a donc largement dépassé son objectif de consacrer au moins 50 % de ses financements annuels à des investissements verts d'ici 2025.

Elle a par ailleurs réussi cette année encore à susciter des financements privés toujours plus importants en faveur des objectifs de réduction des émissions de carbone, conformément aux engagements des grandes BMD.

En 2024, elle a ainsi mobilisé 19,1 milliards d'euros en faveur d'investissements dans la TEV, ce qui représente plus des deux tiers du montant total des financements directs et indirects mobilisés par la Banque.

Le rôle précurseur de la BERD en matière d'accélération de la transition verte par le biais de plateformes nationales constitue toujours l'un des piliers de sa politique de décarbonation.

Ces plateformes nationales rassemblent les décideurs politiques, les collectivités locales, les institutions financières internationales et locales, les entreprises et les investisseurs privés sous la houlette de pays ayant pris des engagements climatiques ambitieux. Permettant de constituer des réserves de projets susceptibles d'être financés, elles s'avèrent très utiles pour mobiliser le secteur privé.

La BERD a apporté son soutien, fin 2024, à la mise en place de la plateforme d'investissement pour la décarbonation industrielle de la Türkiye, une étape importante vers la réalisation l'objectif de zéro émission nette du pays.

Cette plateforme, qui représente actuellement le plus vaste programme de décarbonation industrielle au monde, s'appuie sur le concept de trajectoire vers une économie à faible émission de carbone.

Élaborées par la BERD et le ministère turc de l'Industrie et de la Technologie, les trajectoires choisies par la Türkiye pour parvenir à une économie à faible émission de carbone visent à décarboner les secteurs de l'acier, de l'aluminium, du ciment et des engrais et à exploiter les technologies, les financements et les mesures politiques indispensables à une décarbonation durable. Ces trajectoires seront mises en œuvre avec le soutien de la Banque.

Conscientes de l'ampleur du financement de l'action climatique nécessaire pour permettre à la Türkiye d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone, la Banque mondiale et la SFI se sont jointes à la BERD pour appuyer cette plateforme.

La présentation de la plateforme turque faisait suite au lancement, en 2023, de la plateforme d'investissement dans une transition énergétique juste en Macédoine du Nord, et à la création, en 2022, du volet énergétique du programme égyptien Nexus eau-alimentation- énergie (NWFE).

La BERD a joué un rôle de premier plan dans la planification et l'élaboration de ces trois initiatives.

Au titre du volet énergétique de la plateforme NWFE, l'Égypte ambitionne de se doter d'une capacité supplémentaire en énergies renouvelables de 10 GW et de renoncer progressivement d'ici 2028 à 5 GW d'électricité produite à partir de combustibles fossiles. Jusqu'à présent, une capacité en énergies renouvelables de 2,15 GW a été financée, 3,5 GW supplémentaires faisant l'objet de projets en attente.

La plateforme d'investissement dans une transition énergétique juste a permis à l'Égypte de réaliser des progrès considérables dans la réalisation de ses objectifs en matière d'énergies renouvelables et de décarbonation.

Forte de la vaste capacité en énergies renouvelables dont elle dispose et qui fait l'objet d'accords à long terme, des investissements importants réalisés dans les infrastructures de réseau et des mesures prises pour démanteler les centrales à combustibles fossiles, l'Égypte est en bonne voie pour atteindre ses objectifs.

Au titre de la plateforme d'investissement dans une transition énergétique juste, la Macédoine du Nord a pour ambition de se doter d'une capacité supplémentaire en énergies renouvelables de 1,7 GW et de fermer toutes ses centrales au charbon d'ici 2030. Le gouvernement macédonien s'est engagé à augmenter de 800 MW la capacité en énergies renouvelables par le biais d'enchères soutenues par la BERD.

Renforcement de la collaboration des BMD en faveur des objectifs climatiques

Lors des discussions internationales sur le climat qui ont eu lieu dans le cadre de la COP 29 à Bakou, en novembre 2024, les BMD ont insisté sur leur volonté de revoir à la hausse leurs ambitions en matière de financement de l'action climatique, envisageant de fournir ensemble 120 milliards de dollars ÉU (115 milliards d'euros) aux pays à revenu faible et intermédiaire d'ici 2030 et de mobiliser 65 milliards de dollars ÉU auprès du secteur privé.

Concernant les pays à revenu élevé, ce financement collectif annuel de l'action climatique devrait atteindre 50 milliards de dollars ÉU, auxquels viendraient s'ajouter 65 milliards mobilisés par les BMD auprès du secteur privé.

Les BMD ont également souligné leur adhésion à l'approche s'appuyant sur des plateformes nationales, exposant les principes communs sur les modalités de fonctionnement les plus efficaces.

Elles ont en outre rappelé que les pays devaient s'approprier ces outils et que les besoins spécifiques d'investissement au niveau national devaient être clairement identifiés. Elles ont insisté sur l'importance d'une mobilisation de financements aussi bien publics que privés et sur la nécessité de garantir la participation des parties prenantes, notamment par une transparence et une responsabilité accrues.



La COP 29 a également été l'occasion pour les BMD de publier un rapport consacré à l'état d'avancement des indicateurs sur lesquels repose leur approche commune pour la mesure des résultats climatiques, cadre collectif destiné à définir et à mesurer les progrès accomplis dans le monde en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à les rapprocher des résultats climatiques des activités des BMD.

Les institutions financières locales jouent un rôle déterminant en matière de soutien aux financements indispensables à la réalisation des activités économiques sur le terrain. La BERD a continué en 2024 à promouvoir un développement à faible émission de carbone et résilient sur le plan climatique par le biais des banques partenaires locales. Elle a fourni un montant record de 3 milliards d'euros de financement vert au secteur financier en 2024 (contre 2,4 milliards en 2023), notamment par le biais de PFEV, d'instruments sur les marchés des capitaux et de financements des échanges commerciaux.

Enchères : vecteur majeur du déploiement des énergies renouvelables

Outre les investissements, le programme de la Banque en faveur des énergies renouvelables aide les décideurs politiques à mettre en place des cadres favorables aux investissements du secteur privé.

Ce soutien se concentre sur une aide cruciale à l'élaboration et à la mise en œuvre de processus d'appel d'offres concurrentiels (enchères) concernant les énergies renouvelables et/ou les capacités de stockage par batterie. La participation de la BERD dans la conception de ces enchères a permis d'accroître la demande en énergies renouvelables, entraînant une baisse des prix et stimulant l'installation d'unités de production.

À l'heure actuelle, la BERD a d'ores et déjà apporté son soutien à des enchères pour une capacité de production de 7 500 MW, répartie dans huit pays (Albanie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, Roumanie et Serbie). Des projets portant sur 4 000 MW sont en attente dans ces mêmes pays, ainsi que dans plusieurs autres (Macédoine du Nord, Moldova et Monténégro).

Programme pour des villes vertes de la BERD

En novembre 2024, la BERD a réitéré sa volonté d'encourager un développement urbain durable en réapprovisionnant à hauteur de 3 milliards d'euros son programme phare pour des villes vertes.

Cette décision prépare le terrain pour l'intensification des efforts de la Banque en faveur de la création de villes propres, vertes et saines dans l'ensemble de ses régions d'opérations.

La Banque a signé en cours d'année des accords pour un total de 13 nouveaux projets au titre du Programme pour des villes vertes, portant son investissement cumulé dans ce programme à 2,8 milliards d'euros, bénéficiant à environ 76 millions de citoyens et réduisant les émissions annuelles de CO₂ de 4 915 tonnes dans les 54 municipalités participantes.

Concernant les politiques publiques, dix villes, dont Istanbul et le Caire, ont achevé leur Plan d'action pour une ville verte (PAVV) en 2024. Elles sont donc désormais 46 à avoir mis œuvre un PAVV.

L'émission de la première euro-obligation verte sous la bannière « Villes vertes » de la BERD a marqué une étape importante du programme en 2024. Une obligation d'un montant de 300 millions de dollars EU (290 millions d'euros) émise par Georgia Global



Utilities, et dans laquelle la BERD a investi 40 millions de dollars ÉU (39 millions d'euros), servira à financer l'amélioration des infrastructures du réseau d'eau de Tbilissi, la capitale de la Géorgie.

Autre investissement notable au titre du Programme pour des villes vertes : le financement de la construction d'une station de traitement de l'eau potable à Gaziantep, ville turque sérieusement endommagée par les tremblements de terre de 2023 et dont les services municipaux sont confrontés à une forte pression en raison de l'afflux massif de migrants en provenance d'autres villes sinistrées de la région.

Marchés de capitaux

En 2024, le marché des capitaux verts a de nouveau joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre du programme vert de la Banque. Au cours de l'année, celle-ci a continué d'accroître sa participation au marché des obligations vertes, durables, sociales et liées à la durabilité et à d'autres instruments sur le marché des capitaux verts, avec près de 1,4 millions d'euros d'investissement supplémentaires dans le cadre de 42 transactions.

Parmi les transactions les plus innovantes et originales réalisées sur le marché des capitaux verts figurent :

- une obligation durable émise par la Banque internationale arabo-africaine et destinée à aider le financement de l'action climatique et des MPME en Égypte ;
- une obligation verte émise par Qatar National Bank (QNB) destinée à soutenir les financements verts en Türkiye ;
- la toute première obligation verte de Khan Bank en Mongolie ; et
- l'obligation durable historique de Rönesans en Türkiye.

Le marché poursuit son développement, en termes aussi bien de produits que d'attentes, et la BERD a collaboré toute l'année avec ses clients pour leur permettre d'intégrer ces produits dans leurs stratégies de financement et d'afficher les progrès réalisés en matière de durabilité. Le rôle de la Banque sur le marché des capitaux verts ne se limite pas à sa participation à des émissions de produits labellisés « verts ». La BERD propose également des programmes d'assistance technique et de partage des connaissances permettant à ses clients d'être de plus en plus présents sur ce marché. Elle les aide à structurer des cadres d'obligations labellisées, en les encourageant à adopter les bonnes pratiques du marché et en leur permettant d'être plus au fait des nouveaux produits.

La BERD a soutenu les émissions sur les marchés émergents et dans tous les secteurs, auprès des institutions financières ou des autorités locales, en mettant à profit les relations qu'elle a nouées avec ses clients au fil des années de collaboration sur ses PFEV et ses programmes phares, tels que le Programme pour des villes vertes ou le Mécanisme de gouvernance climatique des entreprises.

Le marché des capitaux verts fait partie intégrante de la trajectoire écologique que la Banque a choisie de suivre avec ses partenaires du secteur privé et s'inscrit dans le cadre de son intervention plus large en faveur de la mise en place des infrastructures juridiques et réglementaires nécessaires à l'émission de tels produits.



Études de cas



Promotion de l'économie circulaire en Pologne par le financement d'une nouvelle usine de traitement des déchets solides

La BERD a accordé un prêt de 16,7 millions d'euros à Bioelektro Wierzbica pour financer la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine de traitement des déchets solides dans la municipalité polonaise de Wierzbica. L'usine utilisera la technologie RotoSteril pour stériliser les déchets et éliminer pratiquement tout besoin de mise en décharge. Ce procédé permet de transformer les déchets en nouveaux produits verts utilisables, ce qui favorise l'économie circulaire et améliore l'efficacité des ressources.

ODD : 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Investissement dans la transition vers des transports publics plus écologiques à Vilnius

La Banque investit dans des transports publics plus écologiques et plus attrayants dans la capitale lituanienne, Vilnius, accordant un prêt d'un montant maximum de 40 millions d'euros destiné à améliorer l'expérience des passagers et à favoriser le passage à des modes de transport électriques à faibles émissions. Ce prêt servira à financer l'achat d'un maximum de 73 nouveaux trolleybus articulés qui se chargent en mouvement et d'un maximum de 85 autobus standard à batterie/électriques.

ODD : 3, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17





Amélioration de l'approvisionnement en eau dans trois villes kirghizes

Un financement de la BERD d'un montant de 17 millions d'euros améliorera la sécurité de l'approvisionnement en eau et la qualité du traitement des eaux usées dans le nord de la République kirghize. Ces fonds aideront à moderniser les réseaux d'approvisionnement en eau, à mettre à niveau les stations de pompage et à installer des compteurs d'eau dans les villes de Kemin et de Chopokov, ainsi qu'à remettre en état les installations de traitement des eaux usées dans la ville de Talas. Ce projet contribuera à l'utilisation efficace des ressources et à une plus grande résilience face au changement climatique.

ODD : 5, 6, 8, 9, 10, 12, 13, 16

Amélioration de l'infrastructure hydraulique de Tbilissi par un investissement dans une euro-obligation verte

Un investissement de 40 millions de dollars ÉU (39 millions d'euros) de la BERD dans une euro-obligation verte de 300 millions de dollars ÉU (290 millions d'euros) émise par Georgia Global Utilities (GGU) aidera à améliorer l'infrastructure hydraulique de la capitale géorgienne, Tbilissi. Cette deuxième obligation verte de GGU aidera l'entreprise à atteindre ses objectifs environnementaux. Les fonds issus de cette émission seront affectés aux priorités énoncées dans le PAVV de Tbilissi, notamment la résolution d'importants problèmes tels que les pertes d'eau.

ODD : 6, 9, 11, 12, 13, 17

Premier partenariat public-privé dans le secteur de la santé en Asie centrale à l'appui du programme vert

Un financement de 365 millions d'euros mis en place par la BERD a permis de mettre en œuvre le premier projet de partenariat public-privé dans le domaine de la gestion des infrastructures de santé au Kazakhstan et, plus largement, en Asie centrale. Cet investissement vise à améliorer la qualité des services médicaux tout en promouvant le programme vert par l'adoption de normes élevées pour les bâtiments durables.

ODD : 5, 9, 10, 11, 13, 17

Promotion des énergies renouvelables en Roumanie et en Moldova

Par une prise de participation dans le groupe d'infrastructures énergétiques à croissance rapide Premier Energy PLC, la BERD appuie les investissements dans la capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables en Roumanie et en Moldova. Les fonds de cet investissement serviront à construire de nouvelles capacités en énergies renouvelables, principalement en Roumanie, mais aussi en Moldova, avec une réserve de projets qui devrait réduire les émissions de 168 000 tonnes de CO₂ par an.

ODD : 5, 7, 9, 10, 13





Accélération de la production à partir de sources d'énergie renouvelables en Estonie

Un projet de la BERD devrait permettre d'accroître la capacité de production d'électricité de l'Estonie de près de 10 % en finançant à hauteur de 100 millions d'euros le parc éolien Sopi-Tootsi, d'une capacité de 255 MW. L'installation permettra de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 480 000 tonnes par an.

ODD : 5, 7, 9, 10, 13

Exploitation des ressources éoliennes de Suez au service des objectifs de l'Égypte en matière d'énergies renouvelables

Un prêt de 200 millions de dollars EU (193 millions d'euros) destiné à financer la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 1,1 GW dans la région du golfe de Suez fournira une énergie propre à des prix compétitifs et aidera l'Égypte à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière d'énergies renouvelables dans le cadre du volet énergétique de son ambitieux programme NWEF, qui vise à mettre en place une capacité en énergies renouvelables de 10 GW d'ici à 2028. Ce projet donnera naissance au plus grand parc éolien terrestre d'Afrique.

ODD : 7, 9, 13

Financement des plus grands projets solaires jamais mis en œuvre en Azerbaïdjan

Le financement par la BERD des deux plus grands projets solaires mis en œuvre en Azerbaïdjan est un moyen essentiel d'aider le pays à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de porter la part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité à 30 % d'ici à 2030. Les installations solaires prévues, de 445 MW et 315 MW, permettront de réduire les émissions de CO₂ de plus de 600 000 tonnes par an et d'alimenter jusqu'à 300 000 foyers en énergie verte.

ODD : 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13

Soutien au plus grand système de stockage d'énergie par batterie d'Asie centrale

La BERD aide l'Ouzbékistan à réaliser ses ambitions en matière d'énergies renouvelables par le financement d'un système de stockage d'énergie par batterie de 500 MWh et d'une centrale solaire photovoltaïque de 200 MW dans la région de Tachkent. Ce projet aidera à assurer le raccordement sûr et fiable d'énergies renouvelables intermittentes au réseau. Il alimentera 170 000 foyers, avec une capacité de stockage équivalente à celle de 8 000 véhicules électriques.

ODD : 5, 7, 9, 10, 13, 17





Financement du premier projet d'hydrogène renouvelable en Asie centrale

Afin de promouvoir la décarbonation des secteurs des engrais et de la production d'électricité en Ouzbékistan, la BERD a financé la première installation de production d'hydrogène renouvelable mise en place en Asie centrale. Soutenu par un financement concessionnel du Canada, ce projet devrait avoir un effet démonstratif certain sur le développement d'un marché de l'hydrogène renouvelable grâce à la participation du secteur privé en Ouzbékistan et dans l'ensemble de la région.

ODD : 5, 7, 8, 9, 10, 13

Consolidation du réseau électrique pour une résilience et une efficacité énergétiques accrues au Kazakhstan

La BERD a accordé à KEGOC, opérateur du réseau électrique kazakh, un financement de 267 millions d'euros pour l'aider à construire environ 600 km d'infrastructures de transport et à consolider le système électrique du pays en intégrant le réseau régional occidental au réseau national. Ce projet, soutenu par le Canada, renforcera la résilience du réseau, réduira les pertes liées au transport, améliorera l'efficacité énergétique et aidera à développer les sources d'énergie renouvelables.

ODD : 5, 7, 9, 10, 13

Amélioration de la sécurité énergétique en Géorgie par la construction d'une nouvelle centrale éolienne

Le financement accordé par la BERD pour la construction d'une centrale éolienne de 206 MW dans les municipalités de Gori et Kareli, en Géorgie, soutiendra la production locale d'énergie, qui ne suit pas la hausse de la demande. La participation de la Banque a déclenché un flux d'investissements privés dans le plus grand projet d'énergie éolienne du pays. Ce projet soutient également le programme de réduction des émissions de carbone en fournissant de l'électricité verte au réseau et en réduisant les émissions de CO₂.

ODD : 7, 9, 13, 17

Premier prêt de la BERD au secteur cimentier turc pour stimuler les investissements à faible émission de carbone

Le premier investissement de la BERD dans le secteur cimentier turc a constitué une importante étape dans la mise en œuvre de l'initiative menée par la Banque en faveur d'une trajectoire vers une économie à faible émission de carbone, qui vise à décarboner des industries manufacturières à forte intensité énergétique telles que la production d'acier, de ciment, d'aluminium et d'engrais. Le prêt de 25 millions d'euros accordé par la Banque à la société turque Cimsa servira à financer une usine de récupération de chaleur, la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables de la société elle-même, ainsi que l'amélioration de l'efficacité des ressources et des technologies qu'elle utilise dans son usine d'Eskişehir.

ODD : 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13





Promotion du programme vert par le financement du dessalement de l'eau au Maroc

Un financement de 200 millions d'euros accordé à OCP, leader mondial de la production d'engrais, pour mettre en place des installations de dessalement sur ses deux principaux sites industriels au Maroc renforce à la fois la sécurité hydrique locale et la sécurité alimentaire mondiale. Ce projet favorise également le programme vert, ainsi qu'une gestion durable des ressources en permettant à OCP de répondre à la demande croissante de solutions agricoles durables, conformément à son programme d'investissement vert et à sa volonté de mener des opérations industrielles durables.

ODD : 6, 8, 9, 12, 13

Promotion d'une transition verte et numérique par un investissement dans le graphite au Kazakhstan

Par une prise de participation de 3 millions d'euros, la BERD a aidé à financer le développement du site minier de Sarytogan Graphite dans la région de Karaganda au Kazakhstan. Sarytogan, l'un des plus grands gisements de graphite au monde, fournira des types de graphite essentiels à la production de batteries pour véhicules électriques. Ce projet s'inscrit dans le cadre du nouveau programme de la Banque en faveur des jeunes sociétés minières qui, doté de 150 millions d'euros, soutient l'investissement dans des entreprises qui produisent des matières premières essentielles à la transition verte et numérique.

ODD : 8, 9, 13, 17



Souscription à la première obligation durable égyptienne pour soutenir la transition verte et financer les MPME

La BERD a investi 100 millions de dollars EU (97 millions d'euros) dans la première obligation durable égyptienne, émise par la Banque internationale arabo-africaine pour un montant de 500 millions de dollars EU (483 millions d'euros) et dont la majeure partie servira à appuyer la transition verte au moyen d'initiatives en matière d'efficacité énergétique industrielle, de projets d'énergie renouvelable à petite échelle et de bâtiments verts. Un quart du montant servira à répondre aux besoins de financement croissants des MPME égyptiennes. Cette opération historique devrait ouvrir la voie à d'autres transactions sur les marchés de capitaux poursuivant des objectifs écologiques et sociaux.

ODD : 5, 8, 10, 13



Souscription à une obligation mongole historique à l'appui des investissements verts

En Mongolie, la Banque a innové en investissant 12,5 millions de dollars EU (12 millions d'euros) dans une obligation verte émise par Khan Bank, première de ce type à être cotée à la Bourse de Mongolie. Les fonds issus de cette émission faciliteront la mise en œuvre du programme vert du pays et l'aideront à atteindre son objectif climatique de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 22,7 % d'ici à 2030. La Banque asiatique de développement a investi à la même hauteur dans cette obligation.

ODD : 8, 13

Promotion du financement durable par l'investissement dans une obligation verte turque

La BERD a continué d'aider les banques nationales turques à fournir un financement durable et climatique en prenant une participation de 50 millions de dollars EU (48 millions d'euros) dans une obligation verte émise par QNB Türkiye. La SFI investissant le même montant, ce projet aidera à accélérer la transition du pays vers une économie durable sur le plan environnemental, à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique.

ODD : 8, 13

Promotion de l'immobilier durable dans les États baltes

En accordant un prêt de 18 millions d'euros pour financer la construction de Jasinskio 2, immeuble de bureaux durable à Vilnius, la BERD a contribué au développement de l'immobilier commercial durable dans les États baltes et à une régénération urbaine plus verte dans la capitale lituanienne. Ce bâtiment ultramoderne intégrera une gestion énergétique de pointe basée sur l'intelligence artificielle et améliorera l'efficacité énergétique et la rentabilité.

ODD : 7, 8, 9, 11, 13

Investissement dans de nouvelles normes pour l'édification de bâtiments verts en Mongolie

Un projet de la BERD aide à faire progresser la décarbonation du secteur immobilier mongol en finançant la transformation d'une usine délabrée, anciennement utilisée pour le traitement de la laine de cachemire, en un immeuble de bureaux moderne de six étages. Ce nouveau lieu de travail, qui accueillera environ 1 300 employés de Shunkhlai Holding, établira des normes élevées d'efficacité énergétique et cherchera à obtenir la certification argent du Leadership in Energy and Environmental Design. Ce projet appuiera également la mise en place de programmes de formation pour les employés.

ODD : 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13



Réalisation de nos
priorités stratégiques

Recherche d'une plus grande inclusivité, égalité et résilience de la main-d'œuvre dans les projets de la BERD

Nombre total de projets associés à un objectif
inclusif et/ou intégrant une additionnalité
relative au genre en 2024 :

320

Projets Gender SMART¹³
en 2024 :

272

Opérations Gender SMART
en pourcentage du nombre total
de projets signés en 2024 :

47 %

Nombre d'opérations d'investissement
associées à un objectif inclusif
en 2024 :

166

Maintien de l'égalité, de l'inclusion et des capacités de la main-d'œuvre face aux nouveaux chocs mondiaux

Assurer l'égalité, l'inclusion et la pérennité des compétences, des connaissances et de la valeur de la main-d'œuvre a continué de jouer un rôle essentiel dans les activités menées par la BERD en 2024, la demande de soutien auprès de celle-ci augmentant face aux chocs géopolitiques persistants et aux conséquences des catastrophes naturelles.

Dans toutes ses régions, la BERD s'est efforcée de préserver les emplois et les moyens de subsistance, d'assurer l'accès des populations touchées aux financements et, d'une manière générale, d'améliorer la qualité de vie des gens, en particulier des membres les plus vulnérables de la société.

L'Ukraine, qui repousse pour la troisième année consécutive l'invasion massive déclenchée par la Russie, est restée au centre de l'attention. Un autre point important a été le Moyen-Orient, où le conflit qui persiste a entraîné des répercussions directes sur les vies, les moyens de subsistance et les économies dans la région SEMED de la Banque.

La BERD a répondu à l'afflux de plus de 100 000 réfugiés en Arménie par l'apport d'une aide ciblée aux personnes déplacées et aux entreprises. Elle a également aidé à surmonter les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes et les entreprises touchées par les séismes dévastateurs survenus en Türkiye et au Maroc.

Multiplication des activités inclusives et tenant compte des questions de genre dans toutes les régions de la Banque

En 2024, le nombre d'activités conformes aux stratégies suivies par la BERD en matière d'égalité des chances et des genres a fortement augmenté.

Globalement, le nombre d'investissements de la Banque ayant un impact sur l'inclusion est passé à 166, ce qui représente une augmentation de 17,7 % par rapport à 2023 et est dû principalement à l'action continue menée pour préserver les capacités de la main-d'œuvre en Ukraine.

Le nombre d'investissements Gender SMART a augmenté de 33 % pour atteindre 272 en 2024. La part des projets Gender SMART s'est élevée à 47 %, bien au-delà de l'objectif de 35 % fixé pour 2024. Les questions de genre sont désormais largement intégrées dans tous les secteurs de la Banque.

Les programmes de la Banque en faveur des femmes et des jeunes entrepreneurs sont restés très actifs, avec 196 millions d'euros investis dans le cadre du premier en 2024.

¹³ « Gender SMART » est un processus qui permet l'intégration systématique de la dimension de genre dans les projets de la BERD.



La Banque a fait valoir son soutien aux entrepreneures en mettant en œuvre le Code de financement des femmes entrepreneures dans plusieurs pays. En vertu de ce code, les prestataires de services financiers et autres parties prenantes s'engagent à accroître l'assistance financière aux MPME dirigées par des femmes pour éliminer les contraintes et les lacunes de financement liées au genre.

Le programme en faveur des jeunes entrepreneurs en Asie centrale, lancé à la fin de 2023, a déjà décaissé, par l'entremise de plus de dix institutions financières partenaires, près de 45 millions d'euros en faveur de MPME dirigées ou détenues par des jeunes de la région. Globalement, ce programme a permis de verser plus de 60 millions d'euros à des banques partenaires locales opérant dans les régions de la BERD, notamment dans les Balkans occidentaux, en Égypte et au Maroc.

Au total, la Banque a entrepris, en 2024, 166 projets inclusifs dans ses différents secteurs d'activité, parmi lesquels le financement d'un projet de logement innovant à Varsovie pour remédier à la pénurie de logements locatifs, exacerbée par l'afflux de réfugiés en provenance d'Ukraine ; la création d'opportunités de formation pour les femmes dans une chaîne de vente au détail turque grâce à des investissements du secteur privé ; la promotion de la participation des femmes dans l'industrie minière ; et la fourniture de prothèses bioniques pour des amputés d'Ukraine, pays déchiré par la guerre.

Plus de 240 entreprises, banques et municipalités clientes de la BERD se sont engagées, en 2024, à améliorer leurs pratiques et politiques en matière d'égalité des genres, telles que la diversité des genres ou l'aide à la garde d'enfants. Les clients de la Banque se sont également engagés à permettre à plus de 10 000 jeunes, femmes, travailleurs âgés et autres groupes mal desservis d'acquérir des compétences et d'accéder à des possibilités d'emploi.

La préservation, la restauration et la résilience des capacités de la main-d'œuvre sont restées au cœur des activités que la BERD mène en Ukraine. Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle en 2022, une grande majorité des investissements que la Banque a réalisés dans le pays s'est focalisée explicitement sur le rétablissement de la main-d'œuvre. Avec le soutien de la BERD, les entreprises, les entreprises publiques et les municipalités clientes de la Banque se sont engagées à réintégrer plus de 17 000 anciens combattants sur le marché du travail par diverses initiatives et mesures en matière de ressources humaines.

Les activités menées par la BERD après le séisme survenu en Türkiye ont continué de promouvoir la reconstruction des services et des infrastructures, ainsi que la préservation des emplois et des moyens de subsistance dans les zones touchées.

Combinaison d'activités vertes et d'activités axées sur les questions de genre

La BERD intègre de plus en plus d'éléments d'inclusion et d'égalité des genres dans ses activités de financement vert.

La promotion du programme de « transition juste » continue de s'inscrire dans la détermination qu'a la Banque de relever les défis économiques, sociaux et environnementaux du passage à une économie verte, en veillant à ce que cette transition soit socialement juste et inclusive.

La Banque a continué, dans son programme de régénération urbaine pour des villes vertes, d'insister sur l'inclusion et l'intégration des questions de genre, les femmes et les hommes n'ayant pas le même vécu en ce qui concerne les infrastructures urbaines, les services et les défis environnementaux.

Dans le contexte du passage rapide à une économie numérisée, la BERD œuvre, avec le secteur privé, à mettre en place de nouveaux programmes de formation qui intègrent des compétences numériques pour créer des emplois durables et de qualité.

Encourager les femmes à travailler dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes et leur en donner les moyens reste également un objectif essentiel de la BERD dans de nombreuses régions.

La Banque a également renforcé l'action qu'elle mène contre la violence et le harcèlement fondés sur le genre. En novembre 2024, elle a uni ses forces à celles d'autres BMD pour, ensemble, œuvrer à prévenir la violence et le harcèlement fondés sur le genre, non seulement pour d'impérieuses raisons morales, mais aussi parce qu'il est de plus en plus évident qu'on peut, en éliminant la violence faite aux femmes et en s'attaquant aux inégalités de genre, favoriser le développement et accélérer la croissance économique mondiale.

Études de cas



Main tendue aux entreprises de Cisjordanie qui subissent les répercussions de la guerre

Un prêt de 5 millions de dollars EU (4,8 millions d'euros) accordé à Palestine for Credit and Development (FATEN), principale institution de microfinancement de Cisjordanie et de Gaza, a permis de soutenir les MPME de Cisjordanie touchées par la guerre à Gaza et ses effets sur l'économie palestinienne au sens large. Soutenu par le mécanisme de couverture du risque de première perte de l'UE, ce projet aidera FATEN à accroître ses prêts aux MPME et à d'autres groupes mal desservis tels que les femmes entrepreneures et les emprunteurs en zone rurale.

ODD : 8, 9

Octroi d'un prêt à un détaillant à prix réduits pour favoriser la création d'emplois après le séisme survenu en Türkiye

Un prêt syndiqué de 200 millions de dollars EU (193 millions d'euros) accordé au détaillant à prix réduits turc A101 soutient les aspirations écologiques de l'entreprise en lui permettant de réduire sa consommation d'énergie et ses émissions de carbone. Ce prêt aidera également A101 à surmonter ses problèmes de main-d'œuvre en finançant des programmes de formation axés sur les femmes, principalement dans la région frappée par le séisme de 2023.

ODD : 2, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 17





Un financement record pour une banque tadjike en faveur de l'action environnementale et de l'inclusion

Un financement de 20 millions de dollars EU (19 millions d'euros) accordé à Investment and Credit Bank Tajikistan (anciennement connue sous le nom de First Microfinance Bank), enveloppe financière la plus importante jamais reçue par une banque tadjike, soutiendra l'octroi de prêts verts et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Ces investissements faciliteront l'accès des entreprises et des ménages tadjiks aux technologies vertes et stimuleront le développement d'entreprises détenues ou dirigées par des jeunes et des femmes.

ODD : 5, 8, 9, 10

Financement de projets verts et sociaux par une obligation durable turque historique

L'investissement réalisé par la Banque dans une obligation émise par Rönesans permettra à ce conglomérat turc de financer ou de refinancer des projets verts et sociaux. Cette euro-obligation est classée comme une obligation durable, première de ce type émise en Türkiye par une société privée non financière. Rönesans s'est également engagé à promouvoir le progrès socioéconomique des jeunes et à réduire les inégalités.

ODD : 4, 5, 8, 9, 10, 11, 13

Amélioration des services de traitement des eaux usées en Jordanie

Le financement par la BERD d'une station d'épuration moderne et efficace dans la région d'Irbid Ouest, en Jordanie, permet d'améliorer la qualité des services hydriques pour la population locale et réfugiée. Soutenu par des subventions de l'UE et du Royaume-Uni, ce projet aide également à renforcer les capacités humaines, proposant des formations aux groupes mal desservis, notamment aux jeunes, aux femmes et aux personnes handicapées.

ODD : 4, 5, 6, 8, 9, 10, 12, 13

Octroi à Enerjisa d'un prêt destiné à rétablir l'électricité dans les villes turques touchées par le séisme

Un prêt à l'entreprise privée Enerjisa Enerji permettra à plus de 163 000 habitants de la région de Toroslar, dans le sud de la Türkiye, gravement touchée par le séisme de 2023, de bénéficier d'une énergie fiable. Ce financement servira à moderniser et à reconstruire le réseau de distribution d'électricité de la région, ce qui aidera à réduire les pertes liées au transport et permettra de réduire les émissions de CO₂ d'environ 82 000 tonnes par an.

ODD : 1, 5, 7, 9, 10, 13





Renforcement de la sécurité énergétique de la Moldova grâce à un prêt pour le développement du réseau électrique

Un prêt de la BERD à la Moldova permettra de relier le réseau électrique du pays à celui de l'UE en finançant la construction d'une ligne de transport à haute tension entre la ville moldave de Bălți et la frontière roumaine. Ce projet renforcera la sécurité énergétique de la Moldova en accélérant son interconnexion avec le réseau européen et en renforçant l'intégration du pays avec ses voisins européens.

ODD : 7, 9, 13

Mise en œuvre d'un projet innovant destiné à combattre la crise chronique du logement locatif en Pologne

Le financement d'un projet innovant à Varsovie vise à remédier à la pénurie de logements locatifs en Pologne, pénurie exacerbée par l'afflux de réfugiés ukrainiens. Le prêt accordé à la filiale polonaise de Nrep Nordic Strategies Fund IV servira à financer en Pologne le premier immeuble résidentiel flexible de Nrep, concept durable et économe en énergie destiné aux jeunes en quête de logement et aux voyageurs qui cherchent à combiner les commodités d'une maison et d'un hôtel.

ODD : 5, 8, 9, 10, 11

Soutien aux centres commerciaux d'une région de Türkiye touchée par le séisme

Dans une région gravement touchée par le séisme de 2023, un prêt accordé par la BERD à une filiale de Rönesans Real Estate Investment a permis de financer la réparation des centres commerciaux Kahramanmaraş Piazza et Şanlıurfa Piazza et d'aider leurs locataires. Ce projet favorise la préservation des ressources humaines dans la région en y maintenant les emplois et en y sauvegardant les moyens de subsistance et appuie le programme vert en garantissant des normes élevées d'efficacité énergétique.

ODD : 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13

Promotion de la décarbonation et de l'acquisition de compétences par un soutien écologique à une entreprise minière turque

La Banque a accordé à Esan Eczacıbaşı un prêt de 50 millions de dollars EU (48 millions d'euros) pour financer les investissements de cette société minière turque dans une utilisation plus efficace des ressources et de l'énergie dans sa mine polymétallique de Balya. Ce projet aide à décarboner et à électrifier les opérations de Balya et vise à améliorer l'accès des jeunes aux compétences et aux emplois de ce secteur ainsi qu'à y promouvoir la participation des femmes.

ODD : 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 17





Octroi à une entreprise postale privée ukrainienne d'un prêt destiné à aider les entreprises en temps de guerre

Un prêt de 70 millions d'euros accordé à Nova Post, société privée ukrainienne de services postaux, permettra à l'entreprise d'accroître sa capacité de livraison et d'aider les entreprises ukrainiennes en temps de guerre. Ce prêt financera également la construction de 620 « capsules de sécurité » destinées à assurer la sécurité du personnel et des clients.

ODD : 1, 5, 9, 10, 13

Développement des perspectives d'emploi pour les anciens combattants et les femmes par un investissement dans les biocarburants en Ukraine

Le premier investissement privé de la Banque dans les biocarburants en Ukraine en temps de guerre a pris la forme d'un prêt de 60 millions d'euros qui, accordé au groupe pétrolier ukrainien Lan-Oil LLC, renforce la sécurité énergétique tout en résolvant d'importants problèmes de ressources humaines. Ce projet favorisera la réinsertion des anciens combattants et leur accès aux services, tout en offrant aux femmes de nouvelles possibilités de formation dans un secteur traditionnellement dominé par les hommes.

ODD : 5, 7, 9, 10, 13, 17

Création en Pologne d'un nouveau campus pour les étudiants ukrainiens contraints de déménager à cause de la guerre

Un prêt accordé à l'Université médicale de Kiev, établissement d'enseignement privé accueillant des étudiants étrangers en Ukraine et en Pologne, permettra de financer l'achèvement d'un nouveau campus dans la région de Katowice, en Pologne. Une fois achevé, ce nouveau campus pourra accueillir plus de 2 000 étudiants, dont des Ukrainiens qui se sont en partie réinstallés en Pologne à la suite de l'invasion russe de 2022.

ODD : 1, 8, 9

Création de possibilités de formation et d'emploi chez un producteur d'aliments pour animaux de compagnie

Le financement du développement international de Kormotech, producteur ukrainien d'aliments pour animaux de compagnie, permettra d'améliorer l'efficacité énergétique de l'entreprise et d'offrir des possibilités de formation et d'emploi aux femmes, aux anciens combattants et à d'autres groupes mal desservis. Un prêt syndiqué de 40 millions d'euros finance la construction par Kormotech d'une seconde usine en Lituanie, ce qui permet à l'entreprise ukrainienne de poursuivre ses objectifs malgré les pressions de la guerre.

ODD : 2, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 17



Réalisation de nos
priorités stratégiques

Promotion du numérique, facteur clé de la transition

Nombre de projets signés en 2024
ayant une composante numérique :

63

Nombre d'initiatives en matière de
politiques numériques en 2024 :

28

Nombre de services de conseil
proposés au niveau local en 2024
pour appuyer la transformation
numérique des PME :

731

Avancement des priorités numériques

La BERD a continué, en 2024, d'investir dans l'accélération de la numérisation, faisant progresser l'une de ses trois grandes priorités stratégiques, en plus de la transition verte et de l'inclusivité.

Le déploiement du numérique, élément essentiel du mandat de transition de la BERD, est assuré dans l'ensemble de la Banque au moyen de sa gamme complète d'investissements, de conseils stratégiques et de services de conseil.

Le but est d'encourager :

- les fondements d'une économie numérique durable et inclusive en promouvant des politiques et une réglementation appropriées, l'accès à la connectivité par la création d'infrastructures et la mise en place d'une main-d'œuvre qualifiée ;
- l'adaptation et la transformation numérique des organisations par l'amélioration des services, des actifs, des processus internes et des chaînes de valeur numériques ;
- l'innovation en favorisant des écosystèmes favorables aux jeunes pousses et en répondant aux besoins spécifiques par des financements sous forme de prêts et/ou des prises de participation directes et indirectes dans des entreprises du secteur numérique, tout en promouvant et renforçant l'adoption de pratiques de cybersécurité solides par les clients de la Banque.

En 2024, troisième année de mise en œuvre de son approche numérique, la BERD a signé 63 investissements comportant une composante numérique (contre 47 en 2023), mené 28 initiatives en matière de politiques numériques (contre 47 en 2023, et conformément à ses priorités actuelles) et proposé 731 services de conseil au niveau local (représentant 47 % du portefeuille de conseil de la Banque, contre 43 % en 2023) pour appuyer la transformation numérique des PME.

Accélération de l'adaptation

L'une des mesures prises en 2024 pour accélérer l'adaptation a été le lancement du programme Vers le numérique dans les Balkans occidentaux, à la suite du succès d'un projet pilote mené en Bosnie-Herzégovine. Ce programme met la technologie numérique à la disposition du secteur privé par l'intermédiaire du système bancaire.



Union Bank en Albanie a été la première à adhérer à ce programme, qui prévoit des investissements d'une valeur maximale de 350 millions d'euros. D'autres banques prévoient d'y participer d'ici à 2025.

De même, en Türkiye, la BERD a lancé pour les PME une importante initiative de réduction de la fracture numérique en fournissant des fonds pour les investissements et les solutions numériques.

Le Mécanisme de financement de la transformation numérique mis en œuvre par la BERD vise à renforcer la productivité et la compétitivité des petits fabricants turcs en finançant la numérisation par l'intermédiaire de banques partenaires.

Dans le cadre de ce mécanisme, la BERD fournit jusqu'à 150 millions d'euros de financements échelonnés par l'intermédiaire de banques locales, les premiers prêts ayant été accordés à Türk Ekonomi Bankası et à Isbank au printemps 2024.

Pour aider les clients de ses régions à réduire la fracture numérique, la Banque a lancé, en 2024, un programme distinct d'appui à la transformation numérique, initiative d'assistance technique et de conseil qui vise à accompagner les clients dans l'élaboration de plans de transition numérique et l'identification des investissements prioritaires correspondants.

Mise en place des fondements

La Banque a également réaffirmé son attachement à des domaines fondamentaux tels que les travaux préparatoires qu'elle mène dans l'optique du lancement de sa stratégie 2025-2029 pour le secteur des télécommunications, des médias et des technologies, qui devrait renforcer l'accent placé sur l'investissement dans l'infrastructure numérique et les produits et services axés sur la technologie.

Promotion de la cybersécurité

À la suite du lancement, en 2023, de son Programme de résilience en matière de cybersécurité, la Banque a réalisé, en 2024, six missions dans les secteurs des agro-industries, des télécommunications, des médias et des technologies, de l'énergie et des transports, cela dans le cadre de la collaboration préliminaire qu'elle met en place avec les clients avant la signature des projets. Avec d'autres clients en attente, ce programme vise à évaluer les cyber-risques que courent les investissements de la Banque et à proposer des mesures d'atténuation appropriées.

Initiative de numérisation des villes

La Banque s'est appuyée sur le travail qu'elle avait mené en 2023 pour assortir d'une méthodologie son initiative de numérisation des villes, approche holistique visant à recenser les possibilités d'investissement dans des projets et des capacités numériques en milieu urbain.

Après un premier projet pilote mis en œuvre dans la ville turque d'Izmir en 2023, un autre l'a été à Aktobe, au Kazakhstan. Les enseignements tirés de ces deux expériences ont largement aidé à concevoir un nouveau module numérique à intégrer dans le Programme pour des villes vertes afin d'aider les villes participantes à faire progresser la transformation numérique dans l'optique d'une transition verte.

Renforcement des connaissances numériques au sein de la BERD

Outre l'intensification de ses activités externes, la Banque a réaffirmé sa détermination à promouvoir la sensibilisation et les connaissances numériques au sein de son propre personnel.

Par exemple, plusieurs « champions du numérique » sélectionnés par la BERD ont suivi le premier module d'un nouveau programme d'apprentissage intitulé « Grands maîtres du numérique », qui traite de la transformation numérique et des chaînes d'approvisionnement. Quant au groupe des hauts dirigeants et administrateurs de la Banque, ils ont participé à des ateliers personnalisés intitulés « Diriger avec le numérique », abordant des thèmes numériques d'actualité tels que l'intelligence artificielle.

À l'avenir, la Banque s'emploiera à développer les possibilités de financement numérique, à introduire des politiques numériques là où elles peuvent être les plus systémiques et à renforcer les connaissances et les compétences numériques.



Études de cas



Renforcement de la cybersécurité dans une entreprise de télécommunications arménienne

La BERD a appuyé la transition vers une économie numérique, verte et à faible émission de carbone en Arménie en prenant une participation de 13,5 millions de dollars EU (13 millions d'euros) dans une obligation liée à la durabilité émise par Telecom Armenia. Dans le cadre de cette opération, l'emprunteur s'est engagé à réduire ses émissions de 40 % d'ici à 2029. La BERD aide également l'entreprise, par un soutien technique, à mieux protéger son réseau contre les cyberattaques.

ODD : 5, 9, 10, 13

Développement de la technologie de la fibre optique en Pologne

La BERD a financé le développement de la technologie de l'Internet par fibre optique en Pologne en accordant au groupe de télécommunications Fiberhost/INEA un prêt qui lui permet d'étendre la gamme de ses services à plus d'un million de foyers polonais. Ce premier prêt lié à la durabilité accordé par la Banque dans le secteur des télécommunications aidera l'entreprise polonaise à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone et de développement des compétences numériques.

ODD : 5, 7, 8, 9, 10, 13, 17





Accompagnement d'un détaillant en ligne polonais dans la réalisation de ses ambitions numériques

La BERD a aidé R-Gol, leader polonais de la vente en ligne d'articles de football, à réaliser ses ambitions numériques par un investissement destiné à financer ses objectifs d'expansion, y compris l'acquisition du spécialiste danois de contenu numérique Unisport.

ODD : 8, 9, 13

Nouveau prêt à l'appui du déploiement du haut débit en milieu rural en Serbie

La Banque a continué d'appuyer le développement de l'accès au haut débit dans les zones rurales serbes par un prêt souverain de 50 millions d'euros destiné à financer de nouvelles infrastructures à haut débit, un renforcement de la culture numérique et l'adoption de services d'administration en ligne dans les régions mal desservies. Ce projet aide à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes en étendant les formations à la culture numérique et les activités de sensibilisation aux femmes des zones rurales.

ODD : 4, 8, 9, 10

Renforcement de la connectivité numérique en Ukraine en temps de guerre

Un prêt conjoint de 435 millions de dollars ÉU (420 millions d'euros) de la BERD et de la SFI accordé au groupe ukrainien de télécommunications Datagroup-Volia-Lifecell, récemment fusionné, permettra de moderniser les services de télécommunications du pays, d'améliorer la résilience du réseau et d'étendre la connectivité numérique à l'ensemble de l'Ukraine. Ce prêt, investissement étranger direct le plus important réalisé en Ukraine depuis l'invasion russe, est soutenu par la Commission européenne et la France et devrait envoyer un signal fort aux investisseurs. Ce projet vise également à réintégrer le personnel actuellement enrôlé pour combattre la Russie.

ODD : 5, 8, 9, 10, 13

Promotion de la transformation numérique des PME turques

En vue de soutenir la transformation numérique des PME turques, la BERD a lancé le Mécanisme de financement de la transformation numérique. Avec un prêt inaugural de 25 millions d'euros accordé à Türk Ekonomi Bankası, ce nouveau mécanisme financera les investissements numériques des PME en étroite coordination avec l'Organisation de développement des petites et moyennes entreprises de Türkiye (KOSGEB).

ODD : 5, 8, 9, 10





Collaboration de la BERD et d'Isbank à l'appui des programmes vert et numérique turcs

La BERD s'emploie à promouvoir les programmes vert et numérique en Türkiye en accordant un financement de 100 millions d'euros à Türkiye İş Bankası (Isbank). Les fonds seront rétrocédés à des clients du secteur privé pour qu'ils investissent dans l'économie verte et la transformation numérique des PME du secteur manufacturier.

ODD : 5, 8, 10, 13

Vers le numérique dans les Balkans occidentaux

Un prêt de 3 millions d'euros à Union Bank en Albanie a été la première transaction réalisée par la BERD dans le cadre de son programme Vers le numérique dans les Balkans occidentaux. Ce prêt permettra de financer des PME qui prévoient d'investir principalement dans des projets d'automatisation et de numérisation, dont 60 % soutiendront la transition verte. Ce nouveau programme, d'une valeur totale de 350 millions d'euros, sera disponible dans l'ensemble de la région des Balkans occidentaux. Plusieurs autres projets sont en préparation pour 2025.

ODD : 5, 7, 8, 9, 10, 13



Investissement en capital-risque pour soutenir le programme numérique en Europe centrale et orientale

Les entreprises technologiques d'Europe centrale et orientale vont bénéficier d'un nouveau financement grâce à un investissement de 15 millions d'euros réalisé par la BERD dans un fonds de Cogito Capital Partners. Cogito se consacre au financement d'entreprises technologiques en phase de développement avancé, se concentrant principalement sur celles qui conçoivent des technologies innovantes ou celles qui ont des modèles opérationnels axés sur le numérique et/ou la technologie.

ODD : 8, 9, 17

Abréviations

BMD	banques multilatérales de développement
GW	gigawatt
la BERD, la Banque	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
MPME	micro-, petites et moyennes entreprises
MW	mégawatt
NWFE	programme égyptien Nexus eau-alimentation-énergie
ODD	Objectifs de développement durable
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PAVV	Plan d'action pour une ville verte
PFEV	Programme de financement d'une économie verte
PME	petites et moyennes entreprises
SEMED	partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen
SFI	Société financière internationale
TEV	Transition vers une économie verte
UE	Union européenne
VAIB	volume annuel des investissements bancaires (voir note de bas de page 4)
VAIM	volume annuel des investissements mobilisés

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y avait lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2024 (taux de change de l'euro : 1,0352 dollar EU).

Objectifs de développement durable



Dans le présent rapport, les termes et les noms utilisés pour renvoyer à des entités géographiques ou territoriales, des regroupements et des entités politiques et économiques ne constituent pas et ne sauraient être interprétés comme une position, une validation, une acceptation ou l'expression d'une opinion, explicite ou implicite, par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ou ses membres concernant le statut de tout pays, territoire, groupement et entité, ou la délimitation de ses frontières, ou sa souveraineté.

Les références aux intitulés de poste ou aux fonctions s'entendent pour toute personne indépendamment de son identité de genre.

© Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Tous droits réservés. Aucun élément de la présente publication ne peut être reproduit ou transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris par voie de télécopie ou d'enregistrement, sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Une autorisation écrite doit également être obtenue avant le stockage de tout élément de la présente publication dans un système de recherche d'informations quel qu'il soit.

Rédaction, conception et réalisation : Gaëlle Alliot, Póilín Breathnach, Ale Di Padova, Cathy Goudie, Dan Kelly, Ian Shine, Bryan Whitford, Anthony Williams, Marjola Xhunga et JDJ Creative

Traduction et révision : Yvon Prigent, Francis Labrousse et Sylvie Kepez

Soutien à la traduction : Isadora Delay

Coordination de la traduction : Natalia Binet

Relecture d'épreuves : Gabrielle Pirotte

Photographie : © EBRD, Gettyimages.

1783 Compte rendu annuel d'activités 2024 (F/30)



Imprimé écologiquement au Royaume-Uni par Pureprint, société certifiée CarbonNeutral® respectant une chaîne de contrôle FSC® et dotée d'un système de gestion environnementale conforme à la norme ISO 14001 prévoyant un recyclage de plus de 99 % de l'ensemble des déchets secs.

Le *Compte rendu annuel d'activités 2024* est imprimé sur Galerie Satin, papier certifié FSC® provenant de sources responsables. Une vérification est ainsi assurée tout au long d'une chaîne de contrôle, de l'arbre issu d'une forêt bien gérée jusqu'au document final produit dans l'imprimerie.



Compte rendu annuel d'activités 2024

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Five Bank Street
Londres
E14 4BG
Royaume-Uni
www.ebrd.com

Retrouvez-nous sur :

 @EBRD

 ebrd_official

 ebrdtv

 ebrdhq

 EBRD



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement